



Lettre 30 – Avril 2022

La guerre en Ukraine contraint de nombreuses personnes à se réfugiés dans d'autres pays. Chaque jour le nombre augmente et selon l'ONU il y a plus de 10 millions de personnes qui ont quitté leur foyer. Nous ouvrons en France des possibilités d'accueil qui, souhaitons le, s'appliqueront à tous les réfugiés, même ceux que, parfois, on oublie. En effet, n'oublions pas qu'à côté de ce sujet qui occupe beaucoup l'union européenne et d'autres pays dans le monde, les réfugiés venant de pays en guerre officiellement ou pas (Palestine, Yémen, Amérique du sud ou centrale, Somalie, Érythrée, Congo, etc.) continuent d'arriver après avoir franchi de nombreux obstacles, et qui, s'ils ne sont pas morts en route, frappent à notre porte. Ils sont là, à côté de nous, cherchent à vivre, à trouver un toit et du travail. Pussions-nous les aider au même titre que ceux qui viennent d'Ukraine.

Au fil des lettres que je vous envoie, je perçois que les choix que je fais pour présenter les divers événements, sont arbitraires. Cela permet de prendre conscience que le monde actuel est global et que les peurs qui mènent certains peuples – ou personnes - à vouloir se retirer derrière des frontières, ne sont plus de mise et ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui.

Dans cette lettre, de nombreux exemples montrent que la France est encore capable d'ouvrir son territoire et d'accueillir généreusement et avec le sourire, les réfugiés ukrainiens (voyez les titres surlignés en bleu!) . Cela aurait été possible aussi pour les afghans et les syriens. Mais on ne parle guère dans les médias nationaux de toutes ces petites actions. Est-ce pour des raisons électorales ? On verra ce qu'il en sera en mai prochain après les élections présidentielles et en juillet prochain après le renouvellement de l'assemblée nationale.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Cornebarrieu	3
Vincennes.....	3
FRANCE.....	3
Les candidats ont dit.....	3
Propositions pour lutter contre l'immigration clandestine. Les programmes de Marine Le Pen, d'Éric Zemmour et de Nicolas Dupont-Aignan	4
Éléments de programme d'Emmanuel Macron.....	7
Propositions de Valérie Pécresse pour les réfugiés.....	7
Droit à la santé et à la protection maladie.....	8
L'accueil des Ukrainiens face aux dénis d'égalité.....	8
Les réfugiés ukrainiens.....	9
Ukrainiens versus Afghans.....	10
Quelques rappels historiques.....	11
Aix-les-Bains.....	12

ARRAS.....	13
Belfort.....	14
Bessières (Haute garonne).....	14
Calais.....	14
Coudray-Montceaux (91).....	15
Dunkerque.....	15
Fougerolles-de-Plessis (Mayenne).....	16
Gagny.....	16
La Pommeraye (Maine et Loir).....	16
La turbie.....	17
Marseille.....	17
Narcastet (Proche de Pau).....	17
NICE.....	17
Paris.....	18
Rennes.....	19
Strasbourg.....	20
Valenciennes.....	20
Wissembourg.....	21
MANCHE.....	21
MÉDITERRANÉE.....	21
Libye	22
Tunisie	23
Frontex.....	23
Aux frontières somalie Yémen.....	23
AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE	24
Moldavie.....	24
Norvège.....	24
Biélorussie – Pologne.....	25
Pologne.....	25
Slovaquie.....	27
UNION EUROPÉENNE.....	27
Enfants migrants en danger.....	27
Accueil sélectif aux frontières européennes : du racisme des politiques migratoires.....	27
Allemagne.....	28
Belgique.....	29
Chypre.....	30
Espagne.....	30
Grèce.....	30
Pologne.....	31
https://www.cath.ch/newsf/lettres-de-kiev-un-dominicain-temoigne-au-coeur-de-la-guerre-11/	32
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	32
Ukraine : dix millions de personnes ont fui leurs foyers.....	32
Programme alimentaire mondial.....	33
Europe.....	33
Royaume-Uni.....	33
Ukraine.....	34
AFRIQUE.....	34
Gambie.....	34
MAROC.....	35

Asie.....	35
Sri Lanka	35
A voir – à lire - à écouter.....	35

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Fin mars 2022, il y a 37 personnes retenues. Depuis le début de l'année, 185 personnes ont été enfermées au CRA, dont 14 ont été expulsées dans leur pays d'origine, 74 ont été libérées par un juge, et 27 ont été renvoyées dans un autre pays européen (procédure Dublin). Plusieurs personnes ont été contaminées par le Covid durant le premier trimestre 2022 : certaines ont été libérées, d'autres ont été transférées dans des CRA spécialement affectés pour recevoir ces personnes (à Plaisir et à Lyon) puis ramenées à Toulouse au terme de leur septaine. Alors qu'un cluster s'était déclaré au CRA fin janvier 2022, la préfecture de la Haute-Garonne a décidé d'interpeller 6 personnes afghanes pour un transfert Dublin par un vol spécial groupé en direction de l'Autriche. Elles ont refusé de faire le test PCR et le vol a été annulé mais elles ont été condamnées à 3 mois de prison avec sursis.

La préfecture de la Lozère a enfermé à plusieurs reprises des jeunes adultes qui étaient en cours d'étude et/ou qui venaient de terminer leurs études et qui avaient une promesse d'embauche. Leurs employeurs et proches se sont mobilisés. Une arménienne, infirmière de profession, dont la sœur est française, a été placée au centre de rétention en février 2022. La préfecture des Pyrénées Orientales a tenté de l'expulser en Arménie sur la base d'une OQTF vieille de 2020. Elle a refusé d'embarquer et le procureur a renoncé à la poursuivre devant l'illégalité flagrante de la procédure. Le centre de rétention de Lyon étant fermé suite à l'incendie qui y a eu lieu, plusieurs personnes de la région lyonnaise ont été enfermées loin de leurs proches au CRA de Toulouse.

VINCENNES

Samedi 12 mars 2022, 70 à 80 personnes ont manifesté au CRA de Vincennes. Depuis le 17 mars 2022, une grève de la faim est en cours dans les différents bâtiments. Les prisonniers dénoncent l'enfermement, les mauvais traitements, les peines de prison ferme prononcées après des refus de test et les allers retours prison-CRA qui s'enchaînent sans fin, les expulsions forcées et cachées. A l'intérieur, les flics mettent la pression aux personnes qui font grève en notant les noms, en tapant dans les portes, en déclenchant l'alarme incendie au milieu de la nuit, etc. Les prisonniers avec qui nous sommes en contact, ceux qui passent à la radio et à qui nous rendons visite sont également particulièrement ciblés, les flics tentant d'individualiser la grève en désignant des gens censés être les « leaders ».

FRANCE

LES CANDIDATS ONT DIT

Le maire de Béziers (Hérault) élu pour la première fois en 2014 avec le soutien du Front national, a longtemps appelé à une union entre Marine Le Pen et Eric Zemmour. Il faisait diffuser, en 2016, une affiche montrant des migrants avec le commentaire « *Ça y est, ils arrivent...* ». Le

maire de Béziers a expliqué ses regrets dans un entretien donné à L'Obs. *«Je vais plaider coupable : j'ai dit, écrit, publié à Béziers un certain nombre de choses par exemple au moment des combats en Syrie et en Irak et l'arrivée des réfugiés chez nous que je regrette, que j'ai honte d'avoir dit et fait. C'est une faute»* « Les affiches qu'on a faites, les prises de position qui étaient les miennes, notamment lors de la guerre en Syrie, faisaient fi de la nécessaire humanité qu'on doit avoir face à ces gens. Cela ne me ressemblait pas car toute ma vie est le contraire de ça », avance l'ancien patron de Reporters sans frontières. En ce qui concerne les ukrainiens : « Quand je les ai vus là, je me suis vu en 1962. C'est exactement ce qu'on a vécu, nom de Dieu ! » Robert Ménard a déclaré jeudi 10 mars 2022 sur Public Sénat, Le président Macron *« fait le job »* au point que, par les temps qui courent, *« on se doit d'être derrière lui »*.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/03/11/robert-menard-grand-promoteur-de-l-union-de-la-droite-et-de-l-extreme-droite-fait-son-mea-culpa-sur-l-immigration_6117128_823448.html

https://www.liberation.fr/politique/elections/sur-les-refugies-robert-menard-jou-les-humanistes-20220310_4RVAKOSY5FFCHKNPYNKNWX2CA4/?redirected=1

PROPOSITIONS POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE. LES PROGRAMMES DE MARINE LE PEN, D'ÉRIC ZEMMOUR ET DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Nicolas Dupont-Aignan est particulièrement inspiré par le sujet, avec une vingtaine de propositions, quand les programmes des deux autres en compte plus ou moins une dizaine. Marine Le Pen se démarque légèrement en proposant un référendum sur l'immigration.

Supprimer l'Aide médicale d'État (AME)

Marine Le Pen le 22 septembre 2021 : *"L'AME est un puits sans fond (...) Le poids financier de cette prise en charge réservée aux clandestins est mirobolant"*.

Éric Zemmour le 16 octobre 2021 : *"L'hôpital est absolument assiégé par une population venue du monde entier, qu'il est obligé de soigner à nos frais. Je pense que c'est une des premières mesures à prendre : c'est à dire supprimer l'AME (...) Que l'hôpital français cesse d'être l'hôpital de toute l'Afrique, je pense que ça allégera nos frais"*.

Est-ce réalisable ? En théorie oui, même si ce dispositif est une mesure de santé publique : les migrants qui arrivent illégalement en France ont souvent un état de santé fragile, en raison de leurs parcours pour arriver dans l'Hexagone. L'existence de l'AME leur permet de se soigner mais aussi de protéger l'ensemble de la population en limitant les risques de propagation de maladies. En 2022, le budget s'élève à 1 milliard d'euros selon le projet de loi Finances, le double depuis 2015. Mais ce milliard représente moins de 1% des 230 milliards d'euros de dépenses de l'assurance-maladie. Une goutte d'eau donc, qui n'est pas la cause de la saturation des hôpitaux.

Supprimer le droit du sol

Le droit du sol permet aux enfants nés en France (hors Mayotte) de parents étrangers d'accéder à la nationalité française à 18 ans. Si le jeune réside en France au moment de sa majorité et y être resté au moins cinq ans depuis ses 11 ans. L'enfant peut aussi devenir français dès 13 ans, sur demande de ses parents.

Marine Le Pen le 28 septembre 2021 : *"Abrogation du droit du sol, conditions strictes d'assimilation, interdiction de la 'discrimination positive' : nous voulons garantir au peuple français le droit de demeurer lui-même"*.

Éric Zemmour le 10 mars 2022 : *"Je supprimerai le droit du sol, je supprimerai le*

regroupement familial, j'expulserai les délinquants étrangers, je déchoirai de la nationalité française les délinquants bi-nationaux et je les expulserai".

Marine Le Pen et Éric Zemmour veulent supprimer le droit du sol, tout comme Nicolas Dupont-Aignan qui propose de le faire par référendum. Sur le plan juridique, le droit du sol peut être abrogé par une simple loi. Mais dans les faits, supprimer le droit de sol reviendrait à créer des apatrides : l'enfant ne serait ni français, ni de la nationalité de ses parents. Or, la France est signataire de Conventions internationales qui proscrivent la création d'apatrides sur son territoire.

Supprimer le regroupement familial

La procédure permet à un étranger possédant un titre de séjour en France de faire venir sa famille de manière légale. Les demandes de regroupement familial nécessitent de remplir un certain nombre de critères de ressources et de logement et peuvent prendre plusieurs années. Ce dispositif ne concerne cependant que très peu de personnes. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, 12 113 personnes en ont bénéficié, un chiffre stable par rapport à 2018.

Éric Zemmour le 22 mars 2021 : "Le regroupement familial avec une immigration venue du Maghreb et d'Afrique devient alors une immigration de peuplement. Les jeunes gens arrivent avec leurs propres mœurs et constituent des bandes".

Marine Le Pen le 20 février 2022 : "*Je règle le problème de l'immigration avec un projet clé en main, qui contient la suppression du droit du sol, l'arrêt du regroupement familial, l'arrêt de l'acquisition automatique de la nationalité, l'expulsion des délinquants et criminels étrangers*".

Éric Zemmour et Marine Le Pen veulent supprimer le regroupement familial, tandis que Nicolas Dupont-Aignan veut le suspendre pour cinq ans.

Il est très compliqué pour la France de supprimer le regroupement familial. La mesure est encadrée par le droit européen, notamment dans la Convention européenne des droits de l'Homme ou encore la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle est aussi régie par la Constitution française, dans le cadre de la garantie des droits des étrangers à mener une vie familiale normale.

En 2020, le gouvernement a gelé la délivrance de visas de regroupement familial, en raison de la crise sanitaire. En janvier 2021, Le conseil d'état a suspendu cette décision. Le juge a estimé "*que la mesure porte une atteinte grave au droit à la vie familiale normale de l'ensemble des intéressés et à l'intérêt supérieur des enfants en cause*" et conclu qu'il existait "*un doute sérieux*" sur sa légalité. Son abrogation est difficile, voire impossible à mettre en œuvre.

Mieux contrôler les frontières et suspendre l'espace Schengen

Tout individu entré sur le territoire de l'un des pays membres peut franchir librement une frontière, sans contrôle, au sein de cet espace. Cet espace Schengen regroupe 26 États : 22 des 27 membres de l'UE – la Bulgarie, la Roumanie, Chypre et la Croatie n'y participent pas tandis que l'Irlande bénéficie d'un statut particulier - ainsi que quatre nations associées comme la Norvège, la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein.

Éric Zemmour le 5 février 2021 : "*Je pense que Schengen est une folie*". Il veut construire des murs à toutes les frontières extérieures de l'UE. Marine Le Pen ne l'envisage plus. Nicolas Dupont-Aignan veut sortir de l'espace Schengen.

La France peut sortir de l'espace Schengen mais avec des conséquences, notamment financières. Rétablir des frontières s'élèverait à 1,15 milliard d'euros. Depuis 2015 - menace terroriste et crise migratoire - plusieurs six pays - la France, l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche, la Norvège et la Suède ont rétabli des contrôles aléatoires d'identité aux frontières reconduisent,

tous les six mois, ces contrôles, autorisés par le code Schengen à titre exceptionnel et de manière provisoire. La Commissaire européenne des Affaires intérieures, le 12 janvier 2022 : "*Si les États membres souhaitent construire des clôtures, ils peuvent le faire, mais c'est une position de longue date de la Commission de ne pas financer des murs ou des barbelés*".

Expulser davantage d'étrangers

Marine Le Pen, le 20 avril 2021. "*Nous devons expulser et interdire définitivement du territoire national les gens que nous avons accueillis, qui sont étrangers et qui commettent des crimes et des délits chez nous*".

Marine Le Pen, Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan veulent "*expulser les délinquants et les criminels étrangers*".

La France expulse déjà des étrangers en situation irrégulière. 9000 en 2020, Les chiffres de l'année 2020 , 19 000 en 2019, 15 600 en 2018, 14 200 en 2017, 12 900 en 2016. La baisse de 2020 est en partie à imputer à la pandémie de Covid-19 et aux nombreuses fermetures de frontières. L'expulsion d'un sans-papiers n'est pas automatique. Un étranger sans passeport, et donc sans nationalité, n'est pas expulsable. Pour le renvoyer, il faut l'accord de son pays d'origine et demander un laissez-passer consulaire. Or, ces documents sont délivrés au compte-gouttes par les pays concernés. Une expulsion peut donc prendre du temps.

Limiter le droit d'asile

Internationalement reconnu par la convention de Genève de 1951, il permet de protéger toute personne victime de persécution dans son pays d'origine, en délivrant un statut de réfugié.

Éric Zemmour le 26 janvier 2022 : "*Le droit d'asile ne sera plus qu'une poignée de gens et pas 130 000 comme aujourd'hui. Les étudiants, pareil. Toutes les sources d'immigration, je les taris*". Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen veulent sa refonte.

Il serait très compliqué, voire impossible, de supprimer le droit d'asile en France, car il faudrait que la France retire son adhésion à l'Union européenne, le droit d'asile étant inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Il faudrait également réécrire la Constitution française qui reconnaît que "*tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur le territoire de la République*". On ne peut pas, non plus, instaurer de quotas pour les réfugiés. Cela serait contraire aux engagements internationaux de la France, et à sa propre Constitution.

Eric Zemmour a déclaré lundi 21 mars vouloir créer un ministère de la "*remigration*", "*Le ministère aura des moyens, il aura des charters, on fera des vols collectifs*". Il évoque l'ambition de "*faire repartir un million*" d'étrangers en cinq an : "*les clandestins, les délinquants et criminels étrangers, et les fichés S étrangers*", que Zemmour qualifie "*d'étrangers dont on ne veut plus*". Mais il propose aussi "*le renvoi par an de 100 000 étrangers indésirables*", ce qui représenterait 500 000 personnes en tout au cours de son éventuel mandat.

La "*remigration*", terme présent dans les milieux d'extrême-droite, est un concept emprunté aux identitaires, qui prônent "*le retour dans leurs pays d'origine d'une majorité des immigrés extra-européens*", et pas seulement des étrangers. Le nombre des personnes en situation irrégulière présente dans l'Hexagone tourne autour des 400 000 (OFIL). 2020, le nombre d'« OQTF » s'est élevé à 107 488. En 2021, selon des chiffres provisoires de la DGEF, 16 819 étrangers ont été concernés par des procédures d'éloignement, forcé ou non. Les expulsions sont très encadrées, à plusieurs égards. Le droit européen interdit tout d'abord de renvoyer une personne vers un pays dans lequel sa vie ou son intégrité physique pourrait être en danger. Cette règle englobe un large éventail de cas. Les Afghans, par exemple, sont concernés par cette condition. Mais cela peut aussi être le cas d'une personne malade qui n'aura pas accès à un traitement adéquat dans son pays d'origine, Une OQTF a en outre une durée de validité de seulement un an. Ainsi, pour

mener à bien une politique d'une telle ampleur, il faudrait, selon des observateurs, faire fi du droit qui encadre ces mesures d'éloignement. *"Le droit, tel qu'il est configuré, ne peut pas autoriser des reconductions de masse"*, selon l' OFIL. Mais surtout, nerf de la guerre, le renvoi d'un étranger est conditionné par la délivrance d'un *"laissez-passer consulaire"* par son pays d'origine, quand il n'a plus ses documents d'identité. Une des difficultés majeures réside justement dans le refus de certains pays de délivrer des laissez-passer : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie "n'ont aucun entrain pour récupérer leurs ressortissants clandestins en France. Pour atteindre les 100 000 expulsions par an prônées par Zemmour, environ 8 000 expulsions par mois devraient être menées. Ces éloignements massifs impliqueraient la construction, ou du moins l'ouverture, de nouveaux centres de rétention administrative (CRA) à travers le pays, avec des capacités d'accueil bien plus importantes. Actuellement, les CRA français peuvent accueillir au total 1 762 retenus.

ÉLÉMENTS DE PROGRAMME D'EMMANUEL MACRON

Emmanuel Macron souhaite que l'obtention des titres de séjour longs *"ne soit plus conditionnée à des démarches"*, mais *"à un examen de français et une vraie démarche d'insertion professionnelle"*. Par ailleurs, les conditions de délivrance de la carte de séjour annuelle seront *"plus restrictives"*. Le candidat a ajouté que le *"refus d'asile vaudra obligation de quitter le territoire"*. Il souhaite expulser les étrangers *"qui troublent l'ordre public"*

<https://www.ladepeche.fr/2022/03/17/presidentielle-retraites-immigration-sante-ce-que-contient-le-programme-demmanuel-macron-devoile-ce-jeudi-10176502.php>

PROPOSITIONS DE VALÉRIE PÉCRESE POUR LES RÉFUGIÉS

La candidate propose d'aller *"vite"*, *"de donner l'asile à ceux qui en ont besoin, et de débouter ceux qui sont là pour abuser de notre droit"* : envoyer les demandeurs d'asile déboutés après deux mois et les placer dans des centres de rétention (CRA) pendant l'instruction accélérée de leur demande. Mais : Le droit européen prévoit que les demandeurs d'asile peuvent circuler librement sur le territoire de l'État membre d'accueil ou sur un espace qui leur est dédié.

"Je propose des quotas d'immigration : ça veut dire qu'on sélectionne celles et ceux qu'on laisse entrer sur notre territoire." ; faire adopter par référendum une loi constitutionnelle permettant au Parlement de voter des quotas annuels d'immigration. Mais, la question du référendum ne peut pas être contraire à la Constitution, donc cela exclut d'office des questions sur le regroupement familial et l'asile.

"Pourquoi on vient en France ? Parce qu'il y a des prestations sociales beaucoup trop généreuses" , Limiter les aides sociales non-contributives (APL, RSA, allocation adulte handicapé...) aux personnes étrangères qui justifient une présence en France de cinq ans minimum. Conditionner la distribution des prestations sociales à des critères est possible mais ne peut être établi qu'au cas par cas.

"Les accords du Touquet mettent trop de charges sur la France (...) Il faut que les Britanniques prennent toute leur part dans cet effort de sécurisation de leur frontière et s'ils ne veulent pas la renégociation, on leur rendra leur frontière." C'est réalisable car des accords se renégocient. Surtout l'Angleterre finance déjà la sécurisation des côtes françaises. Le secrétaire d'État britannique chargé de l'Intérieur a déclaré en octobre 2021 que son gouvernement allait verser près de 63 millions d'euros en 2022 à son voisin pour lutter contre les traversées des migrants.

"Je propose qu'on généralise l'asile à la frontière. C'est une demande d'asile obligatoire dans nos ambassades. Donc à Kaboul." Mais le Haut-commissariat aux réfugiés de

l'ONU (HCR), le pays d'accueil a l'obligation de fournir aux demandeurs d'asile sur son territoire "l'accès à des procédures d'asile équitables et efficaces, à des soins de santé, à l'emploi, à l'éducation et à l'assurance sociale ainsi que le droit de libre circulation". Refouler une personne qui demande l'asile est illégal (Convention de Genève de 1951).

"La loi est mal faite, elle a été modifiée sous François Hollande pour permettre à des pseudo-mineurs de refuser de se soumettre aux tests" de minorité. Elle propose : Présumer majeur, et donc pouvoir expulser, une personne qui se déclare mineur mais refuse de se soumettre à un test osseux.

Elle veut *"la refonte de l'accord de Schengen et de la politique migratoire européenne en révisant la directive Retours [qui harmonise, depuis 2008, les règles d'expulsion des sans-papiers dans l'UE], en systématisant le contrôle biométrique de tous ceux qui souhaitent entrer sur notre territoire et en accélérant le recrutement des 10 000 gardes-frontières de Frontex"*.

DROIT À LA SANTÉ ET À LA PROTECTION MALADIE

La suppression du délai de carence de trois mois pour l'accès à l'assurance maladie des Ukrainiens et Ukrainiennes illustre l'absurdité des décisions prises en 2019-2020 retardant l'accès aux soins et à la santé des personnes en demande d'asile ou en situation précaire de séjour. Les associations membres de l'ODSE demandent que les mesures facilitant à juste titre l'accès aux soins des Ukrainiens et Ukrainiennes s'appliquent à toutes les personnes exilées. Elles demandent la suppression de toute disposition visant à retarder l'ouverture des droits à la santé, en particulier pour toutes les personnes fuyant les persécutions, quelle qu'elles soient et sans discrimination.

L'ACCUEIL DES UKRAINIENS FACE AUX DÉNIS D'ÉGALITÉ

Depuis le 24 février, plus de 13 500 personnes sont arrivées en France depuis l'Ukraine. Grâce à une forte mobilisation de l'État, elles ont pu profiter d'un accompagnement et d'un hébergement immédiat. Selon la ministre du Logement, plus de 50 000 places d'hébergement sont déjà mobilisables. Ces chiffres se confrontent à une autre réalité vécue au quotidien : des dizaines de milliers de personnes en exil qui depuis des années sont forcées de vivre de quelques jours à plusieurs années par la rue faute de système de premier accueil en France. Un système de premier accueil consiste à accueillir dignement les personnes en exil à leur arrivée en France, évitant l'errance et les situations de rue. Ce dispositif existe dans la grande majorité des pays européens, mais que la France refuse à mettre en place. Selon le rapport interassociatif des « oubliés du droit d'asile » de février 2022, plus de 96% des répondants, demandeurs d'asile, avaient passé un temps à la rue ou en squat avant de pouvoir être accéder à un hébergement.

Pour l'arrivée des personnes d'Ukraine, de nombreux dispositifs et outils ont pu être mis en place en seulement quelques jours : plateforme d'hébergement citoyen, ouverture de nouveaux dispositifs d'hébergement, bureau d'accueil, gratuité des transports en commun, couverture maladie instantanée... Nous saluons la mise en place de ces mesures que nous connaissons bien, puisque les associations, dont Utopia 56, se mobilisent pour leur mise en place, sans succès jusqu'à présent. Pour "les autres", autour de 100 000 personnes par an demandant l'asile en France sont toujours vouées à l'errance, la violence et la rue à leur arrivée. Ces derniers mois, Utopia 56 a observé et documenté une forte intensification des interventions de police à l'encontre des personnes exilées à la rue : saisie de tentes et couvertures, expulsion quotidiennes, violences. *"En dépit des traumatismes physiques et moraux générées, la France utilise la rue comme maillon de sa politique de non-accueil pour tenter de décourager les arrivées"*, selon co-fondateur d'Utopia 56.

En forçant à vivre à la rue et en dégradant autant que possible les conditions d'accueil, l'État espère s'opposer à "l'appel d'air" d'un accueil digne pour réduire le nombre de personnes arrivant en France. De plus, les personnes, ne sachant pas où aller pour trouver un hébergement, tendent à se rendre à Paris afin d'obtenir plus facilement un support associatif. Cette extrême centralisation des demandes d'asile en Île-de-France, aboutissant à la création de campements informels, pourrait être évitée si chaque département avait en place un réel système de premier accueil. Faute d'accueil en France, cette situation a également pour impact de pousser de nombreuses personnes à rejoindre le Royaume-Uni et à se retrouver bloquées à Calais et Grande-Synthe. Selon le rapport de l'OFII de janvier, publié avant l'arrivée des personnes d'Ukraine, seulement 2 934 places d'hébergement pour les personnes demandeuses d'asile étaient annoncées comme disponibles en France. Des milliers de places supplémentaires ont ainsi pu être débloquées. Si comme l'affirme le directeur de l'OFII, "*nous utilisons les mêmes hébergements pour les Ukrainiens que pour les Afghans*", il est difficile de comprendre pourquoi ces places n'avaient été mobilisées précédemment et pourquoi des milliers de personnes d'Afghanistan et d'ailleurs sont encore à la rue. Au-delà des aspects pragmatiques, les mesures mises en place depuis deux semaines pour certains sont discriminatoires et entachent une fois encore tant des fondements d'égalité que de fraternité. Nous demandons la mise en place d'un système de premier accueil pour tous.

<https://utopia56.org/laccueil-des-ukrainiens-face-au-deni-degalite/>

LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS

Depuis la semaine dernière, le nombre de réfugiés ukrainiens arrivés en France a été multiplié par trois. Mardi 15 mars 2022, ils étaient 15 000 sur le territoire. On va bientôt accueillir 2 500 personnes en plus venant de Moldavie. Lundi 14 mars 2022, le ministre de l'Intérieur la France est en capacité de recueillir jusqu'à 100 000 réfugiés ; voire davantage. 650 enfants ukrainiens sont déjà inscrits dans des écoles françaises, a également déclaré la ministre déléguée à la Citoyenneté.

Il y a selon HCR, le **27 mars 2022**, il y a **3 866 224** réfugiés ukrainiens hors d'Ukraine.

Pays	Source	date	population déplacée
Pologne	<i>Government</i>	27 Mar 2022	2.293.833
Roumanie	<i>Government</i>	27 Mar 2022	595.868
Republique Moldave	<i>Government</i>	27 Mar 2022	383.627
Hongrie	<i>Government</i>	27 Mar 2022	354.041
Slovaquie	<i>Government</i>	27 Mar 2022	275.439
Federation Russe	<i>Government</i>	22 Mar 2022	271.254
Biélarussie	<i>Government</i>	27 Mar 2022	9075

[https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine#:~:text=Almost%20three%20million%20refugees%20have,displaced%20to%20Moldova%20\(UHCR\).](https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine#:~:text=Almost%20three%20million%20refugees%20have,displaced%20to%20Moldova%20(UHCR).)

<https://www.nouvelobs.com/guerre-en-ukraine/20220322.OBS56063/26-000-refugies-ukrainiens-arrives-en-france-depuis-le-debut-de-la-guerre.html>

Mercredi **30 mars 2022**, **4.019.287 migrants** ukrainiens ont quitté l'Ukraine, dont plus de 204.000 ressortissants de pays tiers. Près de 6,5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, selon un décompte établi le 16 mars 2022 par l'ONU.

[https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine#:~:text=Almost%20three%20million%20refugees%20have,displaced%20to%20Moldova%20\(UNHCR\).](https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine#:~:text=Almost%20three%20million%20refugees%20have,displaced%20to%20Moldova%20(UNHCR).)

<https://www.nouvelobs.com/guerre-en-ukraine/20220322.OBS56063/26-000-refugies-ukrainiens-arrives-en-france-depuis-le-debut-de-la-guerre.html>

Le "plan accueil école", dédié aux réfugiés ukrainiens de 3 à 18 ans, est encore en cours de finalisation. Pour l'heure, les élèves ukrainiens sont accueillis dans des écoles. Les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation vont orienter les parents vers des ateliers de l'opération OEPRE (Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des élèves). Ces ateliers seront destinés à faciliter leur intégration par des cours de français et à les aider à mieux comprendre le système scolaire afin qu'ils puissent accompagner leurs enfants.

Les demandeurs d'asile ukrainiens déjà présents sur le territoire français avant la guerre débutée le 24 février pâtiraient de l'accueil réservé à leurs compatriotes arrivés après cette date. Dans une note datée du 8 mars, la présidence de la CNDA aurait "recommandé" à des juges de repousser toutes les audiences prévues pour les ressortissants ukrainiens déjà en France. Les dossiers en cours de traitement mais dont la décision est en instance de rédaction seront, eux, gelés, selon ces recommandations. En d'autres termes, tous les dossiers sont reportés sine die, à l'exception de ceux de personnes qui sont sur le point de recevoir une décision positive sur l'octroi du statut de réfugié. Si, d'un côté, l'aide apportée aux demandeurs d'asile déjà présents en France avant la guerre se réduit comme peau de chagrin, d'un autre côté, celle déployée envers ceux fuyant la guerre s'est développée. Cette différence de traitement a été dénoncé par plusieurs acteurs travaillant auprès des demandeurs d'asile. *"Il y a là un aspect discriminatoire entre les nouveaux arrivants, qui vont obtenir une protection automatique, temporaire certes, et ceux qui sont déjà là, qui attendent déjà depuis un ou deux ans que leur dossier soit jugé à la Cour, et qui se retrouvent confrontés à un gel des dossiers"*

UKRAINIENS VERSUS AFGHANS

Mardi 15 mars 2022, le président de la République française a déclaré que *"comme par le passé pour les Irakiens, Syriens, Afghans", "l'Union européenne et la France se sont mobilisées pour héberger, soigner et accompagner"* les déplacés ukrainiens.

Au 23 mars 2022, la France a accueilli 26 000 ukrainiens, dont 10 500 seulement ont reçu un titre de séjour temporaire. *« La communauté ukrainienne en France avant la guerre s'élevait à 40 000 personnes. »* (premier ministre)

Mais dans les faits, Qu'en est-il ?

1/ Le logement

Pour héberger les Ukrainiens arrivés en France, l'État via les "grands opérateurs d'hébergements" a ouvert 1 137 places supplémentaires, a indiqué le Premier ministre permet de mettre en relation des Ukrainiens et des hébergeurs citoyens. Le site recense déjà 30 000 propositions de logement.

Lors de la reprise de Kaboul, en Afghanistan, par les Taliban en août 2021, Emmanuel Macron avait bien affirmé que *"la France (...) continuera de faire son devoir pour protéger celles et ceux qui sont les plus menacés"*. Il avait cependant nuancé ses propos en précisant que le pays allait aussi *"se protéger contre des flux migratoires importants"*. Paris n'avait pas ouvert d'hébergements supplémentaires pour se préparer à un afflux de ressortissants venus d'Afghanistan. Les quelque 2600 afghans évacués par la France ont pu, certes, profiter d'un hébergement de l'État mais ils avaient été pris en charge via un système déjà en place, appelé Dispositif national d'accueil

(DNA), dans les centres (CADA / CHU) qui profitent à tous les demandeurs d'asile arrivant en France. Les Afghans, venus des mois plus tard par leurs propres moyens en traversant les frontières à pied, dorment aujourd'hui pour la plupart dans les campements informels de Paris ou de Calais, malgré leur demande de protection.

2/ L'autorisation de séjour

L'Union européenne accorde désormais une « protection temporaire » aux personnes fuyant la guerre en Ukraine. Ce dispositif leur permet d'obtenir automatiquement une autorisation provisoire de séjour d'un an renouvelable, de se déplacer dans l'UE, et de travailler immédiatement.

Cette mesure est la première du genre au sein de l'Union. Lors de la crise afghane, chaque pays avait instauré ses propres règles. La France avait ouvert un guichet unique spécial » pour les évacués de Kaboul. Ce guichet permettait certes une rapide prise en charge mais les Afghans rentraient alors dans le processus classique des demandeurs d'asile et ne bénéficiaient d'aucune protection particulière. Ceux qui n'ont pas pu bénéficier du pont aérien mis en place par les autorités françaises ont dû - et doivent toujours - faire leurs démarches de leurs côtés. Beaucoup attendent encore au Pakistan un visa pour rejoindre leur famille installée dans l'Hexagone. Aucune mesure spécifique n'avait été prise pour accélérer les demandes de regroupement familial. Cette requête faite par les réfugiés afghans a été rejetée par le conseil d'état.

À noter également que depuis cet été, la France a renvoyé des afghans vers leur premier pays d'arrivée en Europe, appliquant le règlement de Dublin - règlement auquel ne sont pas soumis les Ukrainiens. Le risque pour les Afghans est d'être expulsé vers Kaboul. Paris continue d'envoyer des Afghans dans les centres de rétention (CRA). Le 23 février 2022, un exilé afghan se déclarant mineur a été placé en rétention avec une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Et ce alors même que les éloignements de la France vers l'Afghanistan sont officiellement suspendus.

3/ L'accès aux soins et à l'emploi

Contrairement aux Ukrainiens, les demandeurs d'asile - afghans et tous les autres - n'ont pas le droit de travailler en arrivant en France. En théorie, ils peuvent prétendre à un emploi six mois après le dépôt de leur dossier d'asile mais dans les faits, très peu d'employeurs acceptent ces profils, car la procédure administrative est fastidieuse. Dans le domaine de la santé aussi, les disparités sont importantes. Les déplacés ukrainiens bénéficient d'un accès aux soins par le biais de la protection universelle maladie.

Les autres demandeurs d'asile peuvent bénéficier de soins (via le système Puma) mais les procédures sont longues. En effet, en 2020, le gouvernement d'Emmanuel Macron a durci l'accès aux soins de santé pour tous les demandeurs d'asile, imposant un délai de carence de trois mois pour une prise en charge de leurs frais médicaux. Pour les urgences médicales, en revanche, tous les migrants, d'où qu'ils viennent et quelle que soit leur situation administrative peuvent accéder gratuitement à l'hôpital.

QUELQUES RAPPELS HISTORIQUES

Delphine Diaz, historienne, revient sur les autres crises qui ont jalonné l'Europe depuis le XIX^e siècle.

En 1939, près d'un demi-million d'Espagnols (hommes, mais aussi des femmes, des enfants et des personnes âgés) avaient passé la frontière française après la chute de Barcelone, tombée aux mains du général Franco. Cet épisode a été appelé "la Retirada". Mais contrairement aux réfugiés ukrainiens qui bénéficient d'un élan de solidarité un peu partout en Europe, ces

Républicains n'avaient pas été très bien accueillis en France. Considérés comme des étrangers indésirables, les familles avaient été séparées et les hommes conduits sous bonne escorte vers des camps très vite surpeuplés.

Les réfugiés polonais dans les années 1830 *"fuyaient la répression russe au lendemain de l'insurrection de Varsovie à l'automne 1831". "Ils ont été très bien accueillis en France On les appelait même "les Français du Nord". Il y a eu une vague de souscriptions pour réunir de l'argent et leur distribuer. Il y a eu des comités pratiquement dans toutes les localités françaises. Le gouvernement leur avait aussi accorder des aides financières. Cela s'explique par le fait que la Pologne avait été une alliée de la France pendant les guerres napoléoniennes et aussi parce que l'insurrection de Varsovie avait été faite sur le modèle de la révolution française de juillet 1830".* Mais peu à peu, les années passant, l'enthousiasme initial finit par s'estomper. *"Comme pour tous les réfugiés, ces Polonais ont eu des difficultés d'intégration. Tout ne sera pas rose pour eux".* Ils furent ainsi rapidement incités à travailler pour ne plus dépendre des secours que le gouvernement voulait faire diminuer.

Les images de ces personnes ukrainiennes jetées sur les routes avec quelques affaires personnelles rappellent l'exode de 1940 lors duquel 8 à 10 millions de réfugiés avaient fui l'offensive allemande.

En 1945, plus de 20 millions de déracinés se sont retrouvés disséminés à travers l'Europe. À l'époque déjà existait une sélectivité de l'asile. *"Parmi ces personnes déplacées, certains groupes ont été avantagés dans la façon où on les a répartis dans les différents pays". "À l'époque les Baltes ou les Ukrainiens étaient mieux considérés en Europe occidentale et mieux reçus".* Ainsi, en raison de préjugés raciaux qui mettaient en valeur leur "blancheur", mais aussi de stéréotypes de genre qui les représentaient comme des travailleuses polies et dévouées, les femmes baltes furent recrutées dans des emplois du secteur des services ou dans l'industrie textile, notamment en Grande-Bretagne après la guerre. Aujourd'hui encore, ces discriminations sont d'actualité.

Certaines personnes politiques françaises n'hésitent à opposer ces *"réfugiés déplacés européens et chrétiens que sont les Ukrainiens et des migrants économiques venus de la sphère arabo-musulmane qui sont en train de mettre en péril notre civilisation"*. Pour Delphine Diaz, *"ces hommes politiques se donnent bonne conscience en utilisant ces réfugiés qu'on estime être de bons réfugiés par rapport à d'autres, alors que quand on fuit la guerre, que ce soit en Syrie ou en Ukraine, on fuit finalement une même forme de persécution"*. Plus récemment, elle l'historienne estime que *"les exils des printemps arabes avaient été jugés plus menaçants parce qu'ils étaient composés majoritairement d'hommes"*. Cette *"virilité en migration est ainsi associée à une image potentielle anxieuse dont on doit se méfier"*.

Au regard de la crise actuelle, l'historienne note toutefois un changement notable : *"On est loin de l'Europe forteresse que l'on peut décrire. On voit qu'elle est désormais capable d'ouvrir ses frontières et d'accorder une protection temporaire à des centaines de milliers de personnes en très peu de temps"*.

En France, le ministère de l'Intérieur a indiqué, mercredi 9 mars 2022, que 6 823 déplacés (dont 6 540 Ukrainiens) avaient rejoint l'Hexagone. Parmi eux, plus de 3 000 sont déjà pris en charge en hébergement d'urgence, comme des gymnases ou des hôtels, essentiellement en Île-de-France, tandis que de nombreux autres ont pu être hébergés directement par des proches.

https://www.persee.fr/doc/emixx_1245-2300_1999_num_2_6_1024

AIX-LES-BAINS

Chaque jour la Savoie et la Haute-Savoie accueille des réfugiés qui fuient les combats

en Ukraine. 26.000 personnes sont désormais réfugiées en France, selon le ministère de l'Intérieur. 70 personnes sont arrivées à Chamonix et une vingtaine d'autres réfugiés sont attendues au tout début du mois d'avril à Aix-les-Bains. *"Il y a des arrivées tous les jours. J'ai encore croisé une jeune femme avec sa fille vendredi. Je dirais qu'il y a plusieurs dizaines de personnes arrivées sur l'agglomération à Aix-les-Bains, Grésy-sur-Aix et Méry"*. Le maire d'Aix-les-Bains et président de l'agglomération Grand Lac souligne la très grande générosité et l'hospitalité des habitants mobilisés soit pour héberger, soit pour la collecte. *"Nous avons collecté 140 m3 uniquement de produits de première nécessité. Je ne parle pas de nourriture ou de couvertures puisqu'on a vraiment demandé ces produits de première nécessité qui ont été acheminés dans le hangar de la Protection civile (à Chamnord) dont je voudrais saluer l'exemplarité. C'est une douzaine de bénévoles qui conditionnent traduit en ukrainien avec un départ aujourd'hui ou demain, deux poids lourds direction Strasbourg, puis Lublin en Pologne, et ensuite en acheminement au plus près des populations concernées"*. L'hôpital d'Aix-les-Bains a également donné des médicaments, des bandages pour les blessés. La protection civile de Savoie monte en puissance pour acheminer tous ces dons en Ukraine. Une douzaine de bénévoles sont à pied d'œuvre dans l'entrepôt de la zone des landiers à Chambéry pour préparer les convois de marchandises. Chaque semaine, un camion part pour Strasbourg où sont regroupés toutes les collectes. De là, un convoi d'une vingtaine de semi-remorques partira ce jeudi à destination de la Pologne. L'objectif est de doubler les envois hebdomadaires, avec des dons de plus en plus ciblés.

ARRAS

Depuis le 11 mars, 3 semaines après le début de l'arrivée des réfugiés ukrainiens, le gouvernement britannique a mis en place une procédure spéciale d'entrée au Royaume-Uni depuis la ville d'Arras. Plus besoin de se rendre à Paris pour effectuer des démarches administratives, un bureau britannique a ouvert dans les locaux de la préfecture de la ville du Pas-de-Calais. Ce poste diplomatique est chargé d'examiner les demandes de visas et d'accorder les documents nécessaires aux Ukrainiens. Arras se trouve dans les terres, à une centaine de kilomètres des côtes du Calais. Un choix voulu par les autorités britanniques. *"À Calais, il y avait un risque de créer un pôle d'attraction", "À Calais [...], nous avons déjà des problèmes avec les bandes criminelles, les passeurs et les migrants avec les passages de petits bateaux. C'était nécessaire d'éviter d'autres soucis et d'ouvrir ce centre, à la fois un peu plus loin de la frontière et de la Manche et plus facile d'accès que notre consulat à Paris."* Deux minibus par jour, affrétés par les autorités britanniques, font la navette entre Calais et Arras pour amener les réfugiés ukrainiens. Pour se dédouaner d'un système à deux vitesses – favorisant les réfugiés ukrainiens au détriment des autres nationalités qui survivent à Calais dans l'espoir de rejoindre les côtes britanniques. *"À chaque guerre, nous avons des programmes humanitaires et des voies légales, ce qui nous a permis d'accueillir 20 000 Afghans"*, a-t-elle affirmé. *"À Calais, beaucoup sont des migrants économiques, pas des réfugiés [...]. Nous ne pouvons pas les encourager à faire ce voyage très dangereux, dont profitent les passeurs, et d'entrer au Royaume-Uni dans la clandestinité"*. Même justification de la part de la maire de Calais, accusée de faire la différence entre les "bons" et les "mauvais" réfugiés. L'édile qui a bataillé auprès des services du consulat britannique pour que les Ukrainiens obtiennent rapidement une autorisation de séjour outre-Manche a également débloqué des places d'hébergement d'urgence pour les loger. *"[Les exilés présents sur le littoral nord] sont en situation irrégulière quand les ressortissants ukrainiens sont en situation régulière et demandent de façon régulière le passage en Angleterre"*, a-t-elle dit le 7 mars. L'important est donc la situation administrative, et non pas le fait qu'il s'agit, dans les deux cas, d'être humains. Depuis le début de la guerre en Ukraine, de nombreuses associations du Calais s'insurgent contre la différence de traitement entre les déplacés ukrainiens et les autres exilés. Environ 1 500 exilés non-ukrainiens vivent dans le dénuement le plus total dans les rues de Calais et dans les alentours. Leurs camps informels sont démantelés plusieurs fois par semaine.

BELFORT

Un jeune Ukrainien est arrivé en France il y a trois semaines, avec sa sœur et sa mère. Ils ont fui Kiev et ses bombardements. Depuis lundi 21 mars 2022, les deux jeunes vont à l'école, dans des classe de 6ème et 4ème, ils suivent les mêmes cours que les Français. *"On leurs a mis des matières dans lesquelles le français n'est pas primordial. Ils font de l'anglais car c'est la seule langue qui nous relie, de la musique, de l'art plastique et du sport. De la biologie pour l'une et du rugby pour l'autre. Et bien évidemment du français, car ça nous semblait important qu'ils entendent notre langue."* Ils ont été très bien accueillis par les autres élèves.

La Directrice académique des services de l'Éducation nationale dans le Territoire de Belfort a précisé que 14 enfants ukrainiens ont déjà été accueillis dans les établissements du départements, deux doivent encore arriver prochainement, et 122 au total dans l'académie de Besançon. *"Je tiens à saluer les équipes des collèges et lycées. Des experts sont mis à notre disposition pour accompagner les enseignants, notamment pour surmonter la barrière de la langue. Tout cela leur permet de se sentir bien"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/les-premiers-pas-de-deux-jeunes-ukrainiens-au-college-rimbaud-de-belfort-1647972197>

BESSIÈRES (HAUTE GARONNE)

Le maire de Bessières, deux élus, un agent bénévole et une Inespérable d'origine ukrainienne, sont allés chercher à la frontière le jeudi 17 mars 2022, en bus. 32 réfugiés ukrainiens qui sont arrivés dans la nuit de mardi à mercredi 23 mars 2022 à Bessières. Onze femmes, 14 filles et 9 garçons âgés de huit mois à 17 ans, ont effectué 2.500 kilomètres depuis la ville de Siret en Roumanie. Ils ont été pris en charge à Bessières, et aux alentours, par 11 familles qui se sont portées volontaires pour les héberger. Ces habitants se sont spontanément présentés pour mettre à leur disposition une chambre, un logement, donner des jouets, des vêtements, ou des produits sanitaires.

Le maire de Bessières a remercié les habitants, les commerçants, les partenaires, pour leur soutien et leurs encouragements afin de mener cette opération à bien : *"Ce n'est que le début, c'est une toute petite étoile dans un ciel gigantesque où il y a beaucoup d'étoiles comme eux qui sont dans une situation terrible. On n'arrivera pas à tous les aider mais faisons déjà ce qu'on peut pour ces familles-là."* La régularisation de leur situation administrative est un point à traiter prioritairement pour faciliter leur intégration. La mairie a fourni aux réfugiés un livret de communication français-ukrainien et un kit d'accueil pour faciliter les échanges. Une association, Solid'Ukraine 2022, a été créée pour venir en aide à ces réfugiés..

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/guerre-en-ukraine-32-refugies-sont-arrives-cette-nuit-a-bessieres-1648042100>

CALAIS

Des associations réfléchissent à déposer plainte contre l'État pour discrimination : dans la ville, les déplacés ukrainiens ont pu profiter d'hébergements d'urgence tandis que les nombreux autres exilés survivent, dans des campements insalubres.

Dans son arrêt du 24 mars 2022, la **cour d'appel de Douai** (Nord) condamne le préfet pour "voie de fait", lui reprochant d'avoir pris l'**initiative de l'expulsion**, et temporairement privé de liberté les occupants du site, sans cadre juridique adéquat.

Les requérants, 11 exilés et huit associations de défense des migrants, dont le Secours

catholique et l'Auberge des migrants, avaient assigné le préfet en décembre 2020. Ils demandaient que soit jugée "illégale" l'évacuation menée le 29 septembre 2020 sur la zone dite du Virval, où campaient plus de 800 migrants en attendant de tenter la traversée vers la Grande-Bretagne. Les migrants étaient majoritairement des hommes originaires de Somalie, du Soudan, d'Iran, d'Irak et d'Érythrée. Les associations avaient à l'époque affirmé que beaucoup de ces hommes étaient des mineurs non accompagnés n'ayant reçu aucune prise en charge spécifique. "*La préfecture du Pas-de-Calais n'a requis aucune autorisation du juge administratif afin de procéder à l'évacuation*" comme requis pour une opération hors du cadre de la flagrance. Le tribunal estime que le préfet a agi de sa propre initiative, s'appuyant sur un tweet du ministre de l'Intérieur qui disait son "soutien à la Préfecture 62" pour l'opération. "*Le juge confirme ce que disent les associations depuis des années : que **le préfet n'a aucun pouvoir personnel à évacuation des personnes** sur le littoral et à déplacement sous la contrainte*". En outre, la préfecture a outrepassé ses prérogatives en privant temporairement de liberté les migrants escortés vers des bus, sous pression de la police, tranche la Cour. Les requérants ont demandé 5 000 euros de dommages pour chacun des exilés et 1 000 euros par association. Sauf recours de la préfecture, une audience doit trancher le 23 mai.

COUDRAY-MONTCEAUX (91)

"J'ai commencé à travailler pour le groupe de transport et de livraison DPD France à Le Coudray-Montceaux dans l'Essonne [en région parisienne] en novembre 2020. J'ai été embauché avec une fausse carte d'identité italienne. Au début, je déchargeais les camions chargés de gros meubles : des tables, des armoires, des chaises, des pièces de voiture... Comme je travaillais bien et que mes responsables étaient satisfaits, je suis rapidement passé chef d'équipe ». « Il y avait énormément de personnes sans-papiers, comme moi. Certains travaillaient avec des faux papiers, d'autres avec des papiers d'une autre personne. Au fur et à mesure, le travail est devenu de plus en plus dur. Les managers nous exploitaient, c'était de l'esclavage. Lorsqu'un salarié s'est blessé la jambe en déchargeant un camion, j'ai demandé aux responsables d'appeler une ambulance pour le transporter à l'hôpital. Ils ont refusé et l'ont fait sortir de l'usine. Il n'est jamais revenu travailler et n'a pas pu déclarer un accident du travail. » Il y a quatre mois, nous étions tellement à bout qu'avec environ 70 personnes, on a décidé de faire grève, avec l'aide de syndicats. Le 30 novembre, le tribunal d'Évry a délivré une ordonnance d'évacuation au motif "d'intrusion sur une propriété privée". Après cette décision de justice, les grévistes sont sortis calmement du bâtiment et ont rejoint le piquet de grève, situé à l'entrée du site, pas concerné par l'ordonnance d'évacuation. Mais le 2 février, les tentes installées sur le trottoir ont été évacuées par les gendarmes venus faire respecter un arrêté signé par la mairie du Coudray-Montceaux le 30 janvier pour des raisons sanitaires et de sécurité publique. Depuis, les travailleurs sans-papiers maintiennent la pression en tenant un piquet de grève de jour devant l'entreprise. Des négociations avec Derichebourg et la préfecture ont commencé mais pour l'instant les discussions piétinent. Seules 27 personnes, sur 70, ont obtenu des garanties de Derichebourg. Mais ce n'est pas suffisant. Le mouvement continue tant que tout le monde n'aura pas obtenu satisfaction.

DUNKERQUE

Vendredi 11 mars 2022, à Dunkerque, **trois Kurdes irakiens reconnus coupables** d'"aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger" en "bande organisée". Pour mise "en danger de la vie d'autrui", les deux premiers - décrits par le ministère public comme "deux des têtes les plus importantes" d'un vaste réseau - ont été condamnés respectivement à 5 et 3 ans de prison, assortis d'une interdiction définitive du territoire français. Le troisième a écopé de 30 mois ferme. Ils acheminaient des bateaux et faisaient la navette entre les camps de migrants et les plages du littoral, dans le nord de la France. Entre le 5 mai 2021 et le 24 janvier 2022, le groupe a organisé une vingtaine de traversées à bord de "small boats". Ces condamnations mettent à mal ce réseau aux membres d'ordinaire insaisissables, qui a été suivi par la police pendant 8 mois. Leur avocat a

estimé que les accusés "ne sont pas la cause du malheur des migrants. "L'Angleterre, des gens en rêvent. Pour ces gens-là, [les accusés] sont indispensables". Le bateau coûte environ 6 000 euros. Chargé, il rapporte environ 50 000 euros, dont 35 000 euros de bénéfices. Les prix des traversées, sont passés de 2 000 livres à 4 500 ou 5 000 livres [soit d'environ 5 300 ou 5 900 euros] par personne.

FOUGEROLLES-DE-PLESSIS (MAYENNE)

Les familles ukrainiennes arrivées à Fougerolles-du-Plessis, dans le Nord-Mayenne, s'intègrent petit à petit dans la commune. Arrivée il y a une semaine de la banlieue de Kiev, une Ukrainienne est touchée par ce soutien. *"Je suis très reconnaissante de voir toute l'aide apportée par les habitants, cela est inattendu, très agréable, les enfants se sont adaptés et vont déjà à l'école"*. Toute la journée, elle travaille, elle trie ces dons dans le local de réception des dons et discute avec les habitants qui apportent des affaires, elle vit aussi dans l'angoisse pour sa famille et ses amis qui sont restés sur place.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/guerre-en-ukraine-un-mois-apres-les-ukrainiens-arrives-a-fougerolles-du-plessis-s-integrent-1647974997>

GAGNY

A Gagny, un couple accueille des réfugiés et proposent un toit, dans une dépendance dans la jardin, aux demandeurs d'asile qui viennent en France. Il a été sensibilisé à la question de l'accueil des réfugiés à la paroisse qu'ils fréquentent. La famille s'implique pour accueillir une famille syrienne. *"On avait participé matériellement à l'accueil et à l'accompagnement des enfants en faisant du soutien scolaire"*. « On n'a jamais eu peur d'accueillir quelqu'un chez nous. On est très contents de le faire ». La première à croiser la route de cette famille, une iraniennne qui a séjourné une première fois dans la dépendance de Gagny. Aujourd'hui, après un second séjour plus long, elle est devenue une amie. "Elle avait le désir de rencontrer des gens. Donc, on partageait ensemble les repas. Elle rencontrait nos amis. On a fait beaucoup de choses avec Sofia. On a même fêté Noël ensemble", raconte la mère de famille. Un plaisir d'ailleurs partagé. "Chez eux, je n'avais pas l'impression d'être une étrangère. J'ai vu beaucoup d'humanité en eux et je suis très fière d'avoir été acceptée dans cette famille". Mais la famille s'est vite rendu compte qu'accueillir comme ça, sans être accompagné par un travailleur social, c'était très difficile. L'association JRS les a aidés. *"Toutes les personnes qui arrivent ici ont vécu une histoire très douloureuse"*. Et émotionnellement, c'est aussi une épreuve pour les hébergeurs.

LA POMMERAYE (MAINE ET LOIR)

Le président de la république a rencontré mardi 15 mars 2022 à La Pommeraye, dans le Maine-et-Loire, un foyer qui accueille 93 Ukrainiens dont 19 enfants. Les familles sont arrivées vendredi 12 mars 2022 via la Pologne, puis l'Allemagne et attendent de rejoindre des proches pour certains, d'être relogés pour d'autres. Tous les dossiers de demande d'asile ont été remplis dans l'urgence en 48 heures. Les familles sont sans nouvelles des hommes restés défendre le pays contre l'armée russe. Les mères ont peur pour leurs enfants, s'inquiètent pour leur mari, ne savent pas comment les contacter. Pour le président : *«Notre devoir est de les accueillir et de les protéger dans les meilleures conditions possibles. La France prendra sa part»*. *"Nous en avons la capacité, nous en avons le devoir"*

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/03/15/face-aux-refugies-ukrainiens-emmanuel-macron-rend-hommage-a-la-solidarite-tres-concrete-des-francais_6117658_823448.html

<https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/guerre-en-ukraine-emmanuel-macron-se-prepare-a-l-afflux-de-refugies-ukrainiens-20220315>

https://www.bfmtv.com/politique/emmanuel-macron-sur-l-accueil-des-refugies-nous-en-avons-la-capacite-nous-en-avons-le-devoir_VN-202203150336.html

LA TURBIE

En trois semaines de conflit, 12.162 réfugiés ukrainiens sont passés en France via le péage de la Turbie (Alpes-Maritimes). Les Alpes-Maritimes comptent la communauté ukrainienne la plus fournie. Face à ces arrivées massives (40% des Ukrainiens qui transitent par la route passent par les Alpes-Maritimes), le préfet mobilise les services de la préfecture. Le service pour délivrer les titres de séjours a été mobilisé pour l'Ukraine. 50 agents se relaient dès 6 heures du matin tous les jours. Les autres demandeurs d'asile sont aussi accueillis dans un service à part, une "priorité" afin de ne pas dégrader les conditions d'accueil des autres.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/ukraine-12-162-refugies-sont-arrivees-le-peage-de-la-turbie-selon-le-prefet-des-alpes-maritimes-1647854244>

MARSEILLE

La préfecture des Bouches-du-Rhône et Corsica Linea ont signé une convention. L'armateur corse met à disposition « Le Méditerranée », le plus grand ferry de sa flotte, pour accueillir les victimes de la guerre en Ukraine, qui arrivent à Marseille. Il a été choisi pour cette opération financée par le ministère de l'Intérieur. Le navire dispose de 486 cabines avec coin toilettes et douche, ainsi que des espaces détente et une blanchisserie : de quoi assurer sur un même site le quotidien des familles qui y seraient logées. Quelque 1.600 personnes pourront ainsi vivre à bord dès le 29 mars 2022. Le bateau serait amarré sur le port de Marseille, probablement sur son quai habituel, à la gare maritime la plus proche du centre-ville, ce qui permettra aux réfugiés de circuler facilement. Plusieurs acteurs locaux sont également mobilisés dans cet accueil. Par exemple, la Région PACA, qui gère les lycées et l'apprentissage, prendra en charge la formation des jeunes Ukrainiens. De son côté, les représentants du patronat impliqués comme l'UPE 13 et le Club Top 20 s'engagent à trouver des stages voire des emplois à ces réfugiés. Avec l'été qui arrive, l'hôtellerie et la restauration sont notamment en recherche de saisonniers. Les réfugiés bénéficieront également d'autres actions de solidarité financées localement, comme des solutions pour la scolarisation et la garde des enfants, la gratuité des transports, des dons matériels, ou encore la mise à disposition d'équipements numérique.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/solidarite-ukraine-corsica-linea-propose-d-accueillir-des-refugies-sur-un-ferry-a-quai-a-marseille-1648056649>

NARCASTET (PROCHE DE PAU)

La préfecture des Pyrénées-Atlantiques annonce l'arrivée de 48 réfugiés ukrainiens à Narcastet. Un premier bus en provenance de Paris est arrivé dans la nuit de mardi à mercredi 23 mars 2022 à Narcastet avec à bord 48 personnes. Elles ont été accueillies vers une heure du matin dans un centre d'hébergement, propriété de la commune, capable de recevoir des familles. C'est un bâtiment avec 54 lits. Ces réfugiés ont été pris en charge après un long périple depuis Kiev en passant par la Pologne, l'Allemagne, Strasbourg puis Paris. Il y a quelques hommes, des personnes âgées et des enfants qui vont pouvoir être scolarisés dans l'école de Narcastet. La commune fournit les repas du midi et du soir avec l'aide aussi de la banque alimentaire pour le petit-déjeuner.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/48-refugies-ukrainiens-sont-arrivees-ce-mercredi-a-narcastet-1648060871>

NICE

Les réfugiés ukrainiens de Nice peuvent désormais prendre des cours de français dans les locaux de l'ancien hôpital Saint-Roch. Des salles de classes ont été ouvertes lundi 21 mars 2022 par la ville de Nice, pour leur apprendre à communiquer sur leur nouvelle terre d'accueil. Il y a des cours tout au long de la semaine, pour enfants et adultes. Pour les assurer, dix instituteurs ont été recrutés. La moitié d'entre-deux sont, eux-mêmes, des réfugiés. Valentina était professeur de

français à l'université, à l'est de l'Europe : "On va leur apprendre les expressions de politesse de base. Dire "bonjour", se présenter, demander comment ça va. Petit à petit, on va approfondir et ils pourront parler de leur parcours et de leur situation. Ça leur permettra, peut-être, de pouvoir trouver un travail". "Au-delà de l'apprentissage de la langue, ça me permet de rencontrer des gens dans la même situation que moi."

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-nice-des-cours-de-francais-pour-les-refugies-ukrainiens-dans-l-ancien-hopital-saint-roch-1648049157>

PARIS

Depuis le 10 mars, l'École polyvalente Eva Kotchever **accueille des familles réfugiées**. Dans les locaux de cette école maternelle et primaire, elles trouvent un peu de répit. Leur voyage pour fuir les horreurs de la guerre en Ukraine a été long et éprouvant. Sans compter qu'elles ont laissé derrière elles les hommes en âge de se battre pour défendre leur patrie. La plupart des familles viennent du centre d'accueil voisin géré par l'ONG France Terre d'Asile. Il a été mis en place le 3 mars, spécialement pour les réfugiés ukrainiens. Là-bas, il est possible de prendre un repas, entamer des démarches pour demander d'asile, trouver un hébergement temporaire et consulter un médecin, de 9 h à 18 h. Il y a seulement un espace de jeu commun pour les enfants. Beaucoup de parents, principalement des mères, se démènent au milieu des procédures administratives et doivent, en parallèle, s'occuper de leurs enfants. Appelée à l'aide par la mairie, l'école a donc libéré trois salles de classe et s'est procuré des jouets pour ces familles. *"La plupart des familles et des enfants ne parlent pas français donc nous avons créé des flèches pour les guider vers les salles de classe dédiées"*. Sur les 645 écoles maternelles et primaires parisiennes, 60 disposent d'Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants, un dispositif permettant de scolariser des enfants étrangers non francophones. 81 collèges ont la capacité d'accueillir des non-francophones. L'objectif final est de *"scolariser les enfants réfugiés"*, a déclaré le ministre de l'Éducation nationale. La direction de l'éducation de la Ville a également ouvert une cellule de crise pour aider les parents réfugiés ukrainiens à scolariser leurs enfants (Une ligne unique : **0 800 200 146** Une adresse mail : **celluledecrise@ac-paris.fr**). La mairie a également mis à la disposition des enseignants un document en ligne (<https://eduscol.education.fr/document/39260/download>) expliquant comment accueillir les élèves ayant subi un traumatisme. Mais il faut y aller doucement. *"En parlant avec certains enfants, je vois que beaucoup ont peur et sont un peu intimidés. C'est un espace sécurisé pour eux, ils n'entendent pas tous les jours des sirènes se déclencher. C'est paisible."*

Un point sur l'accueil

"La préfecture de Paris est fermée le week-end", explique un groupe d'agents de sécurité à des réfugiés ukrainiens désorientés, tout juste arrivés samedi 26 mars 2022 devant les portes du Centre Accueil Ukraine situé dans l'un des halls du Parc des expositions de la porte de Versailles, dans le sud-ouest de Paris. Un lieu ouvert spécifiquement par la ville de Paris et géré par l'association France Terre d'Asile, pour accueillir et orienter les déplacés ukrainiens. Le site internet de la mairie de Paris indique que ce centre est ouvert sept jours sur sept, de 9 h à 18 h, mais aujourd'hui, ses services administratifs sont fermés. Seuls les Ukrainiens ayant besoin d'un logement sont reçus. Après avoir quitté l'Ukraine, une mère et sa fille ont voyagé en bus de la Pologne à Berlin, puis elles ont pris un avion de Berlin à Paris, avant d'arriver à mercredi à Meudon, en banlieue parisienne, à quelques kilomètres du centre Accueil Ukraine. Un couple est venu les chercher samedi 26 mars 2022 matin, au domicile d'une autre personne qui ne pouvait pas les accueillir plus longtemps. Elles ne sont pas encore sûre d'obtenir le statut de protection temporaire qui offre l'asile en France, mais elles veulent être autonomes et trouver du travail, ce qui est le plus dur. *"Les associations sont capables de fournir un hébergement, mais les particuliers sont plus à même d'apporter des réponses immédiates comme trouver une école pour les enfants, nourrir les gens, les aider à obtenir des documents", "c'est naturel pour moi d'aider car il y a un siècle, mon*

grand-père a quitté Odessa en bateau. Il fuyait la guerre civile en Russie. L'histoire se répète", raconte l'accueillante.

Un numéro d'aide pour les migrants à base d'emojis

Les associations France terre d'asile et Watizat mettent à disposition des exilés un espace de discussion gratuit sur WhatsApp, 505 Migrants. Une sélection d'emojis est proposée à l'utilisateur. Il suffit alors d'envoyer celui qui correspond à ses besoins. 505 Migrants transmet immédiatement les coordonnées de la structure correspondante la plus proche, le message de l'utilisateur étant géolocalisé. 505 Migrants ne fonctionne que sur l'échange d'emojis et d'adresses. Il n'est pas possible d'envoyer un message écrit sur la conversation, ou d'appeler directement le numéro. Les emojis ont aussi été pensés pour les exilés qui, même s'ils n'ont pas de difficulté en français au départ, ne se sentent plus capables de demander de l'aide. *La plateforme 505 Migrants est accessible à ce numéro : +33 7 56 79 85 05.*

Depuis une dizaine de jours, l'association SAUV Life, en lien avec le Samu de Paris, se déplace dans la capitale pour venir aider les réfugiés ukrainiens, grâce à une unité mobile de téléconsultation avec des médecins. *La téléconsultation augmentée permet de générer des ordonnances. On peut rendre en charge et orienter les réfugiés vers le bon parcours de soin dans un pays qu'ils ne connaissent pas. "C'est difficile de voir des familles entières se chercher. On essaye d'être utile, d'apporter ce que l'on peut, que ce soit un soutien moral, médical." " Je suis impressionnée par l'accueil que nous avons reçu, ici, en France." dit une mère de famille.*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/paris-des-unites-mobile-de-l-association-sauv-life-viennent-en-aide-aux-refugies-ukrainiens-1647965295>

RENNES

Le gymnase de la Poterie, héberge 133 personnes dont 18 familles et 57 demandeurs d'asile. La Mairie a déposé un référé en ce sens au tribunal administratif, au regard des « difficultés d'ordre humanitaire, sanitaire et sécuritaire à l'intérieur du gymnase ». Il doit être évacué Vendredi 25 mars 2022. Une quarantaine de migrants sont donc allés s'installer dans l'hôtel Arvor, vide depuis 4 ans. Mais à peine installés ils ont été évacués dans le calme mardi 22 mars 2022.

Mercredi 23 mars 2022, une quarantaine de personnes se sont réunies place de la mairie à Rennes pour dénoncer le sort des migrants. *« Il n'est pas question que l'on laisse la mairie et la préfecture faire ce qu'ils veulent. Peu importe la couleur de ces migrants et d'où qu'ils viennent. Ils ont tous fui des pays où ils ne se sentaient plus en sécurité et ils doivent être protégés et logés. » « La Ville travaille comme nous pour inciter la Préfecture à faire son devoir. Il y a en permanence 100 à 300 personnes à la rue, en détresse. Cette situation perdure depuis février 2021. On demande leur mise à l'abri. Avec l'Ukraine, on voit qu'il y a des moyens d'accueillir, de faire circuler gratuitement, un droit ouvert au travail. On demande que ce soient les mêmes droits pour tous ceux qui fuient la guerre et les violences. Ce sont des droits fondamentaux qui doivent être respectés. »*

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/>

Jeudi 24 mars, le tribunal correctionnel de Rennes a condamné 27 membres, kurdes, d'un réseau de passeurs, dont une dizaine ont suivi les délibérations à distance pour raisons sanitaires, à des peines de prison comprises entre 18 mois et 7 ans, et 24 interdictions définitives du territoire. Français. La majorité a été condamnée à des peines comprises entre 3 et 5 ans de prison, pour des faits d'aide à l'entrée sur le territoire, à la circulation ou au séjour irrégulier d'étrangers en bande organisée et pour blanchiment en bande organisée. L'épilogue de cette affaire intervient quatre ans après le lancement d'une vaste enquête confiée à la juridiction de Rennes. Celle-ci avait découvert l'existence d'un réseau de passeurs, qui utilisait comme points névralgiques des aires d'autoroutes du centre du pays pour brouiller les pistes, loin des campements du littoral du nord de la France. Au total, la filière a récolté près de 70 millions d'euros entre 2018 et 2020, et pris en

charge environ 10 000 migrants.

Mercredi 30 mars, à 6h30 du matin, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation du gymnase de la Poterie à Rennes. Ces personnes "*qui ne figuraient pas sur la liste fournie par les associations se sont vues remettre une convocation pour permettre l'étude de leur situation par les services de l'État*", précise la préfecture. Sur place, la situation était calme et des policiers bloquaient l'entrée du bâtiment. "*Une quarantaine de personnes*" attendaient "sur le trottoir sans nulle part où aller", alors que leurs enfants étaient à l'école. Parmi ces *exilés "ni régularisables, ni expulsables"*, figuraient des familles qui seraient en danger si elles retournaient dans leur pays, mais qui ne parviennent pas à obtenir l'asile en France.

STRASBOURG

Le tribunal administratif de Strasbourg est le second à se prononcer sur l'une des vingt-trois requêtes déposées en 2021 par La Cimade, le Secours Catholique, le Gisti, les Avocats pour la défense des droits des étrangers, la LDH et le Saf. Toutes ces requêtes ont un objectif simple : contraindre l'administration à maintenir des alternatives à la dématérialisation des procédures pour les usager-es, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État.

A Strasbourg comme dans de nombreux départements, la dématérialisation est à la fois imposée et kafkaïenne : prise de rendez-vous via un planning (souvent saturé) pour certaines démarches, formulaire de « pré-demande » pour d'autres, ou encore demandes intégralement déposées en ligne selon trois types d'interface différentes selon la démarche en cause... De nombreuses personnes, victimes de la fracture numérique ou bloquées devant un site saturé ou dysfonctionnant, perdent leur titre de séjour ou ne peuvent obtenir leur régularisation. Elles doivent solliciter associations, avocat-es ou travailleurs sociaux pour obtenir l'accompagnement qui ne leur est plus offert par le service public.

La décision rendue le 28 février contraint la préfecture à revoir son organisation à compter du 1er juillet 2022, du fait de l'illégalité de différents téléservices : la plupart d'entre eux ont en effet été mis en service sans respect des obligations réglementaires préalables (déclaration de conformité à la Cnil par exemple, eût égard aux enjeux liés à la protection des données personnelles). De plus, comme l'avait déjà jugé le tribunal administratif de Rouen concernant la préfecture de Seine-Maritime en février 2021, la préfecture du Bas-Rhin est passée outre les textes encadrant la dématérialisation des demandes de titre de séjour, à ce jour autorisée pour un nombre encore très réduit de démarches.

Nos organisations se réjouissent de cette nouvelle décision, qui s'ajoute aux précédentes victoires (devant le Conseil d'État, le tribunal administratif de Rouen et celui de la Guyane) pour défendre l'accès de toutes et tous au service public. La dématérialisation ne saurait être imposée : des alternatives permettant un accompagnement humain doivent être maintenues.

VALENCIENNES

Un migrant érythréen est mort électrocuté, vendredi 25 mars 2022, sur un wagon de fret en gare de Valenciennes. Le jeune homme "*a profité d'un moment d'inattention pour se glisser sur la voie et grimper immédiatement*" sur le wagon, a expliqué le maire de la ville. Selon la SNCF, le train était en provenance de Calais, et se dirigeait vers la frontière avec l'Espagne. Le corps du jeune homme "*a fait fil conducteur*" et "*il est mort sur le coup*". Les trois autres exilés qui étaient montés avec lui sur le wagon ont, eux, été "projetés au sol". L'accident a provoqué "*un gigantesque incendie puisque ce train contenait des pneus*". D'après le parquet de Valenciennes, les rescapés, ainsi qu'un agent SNCF et deux sapeurs-pompiers également légèrement blessés., ont été conduits à l'hôpital pour des contrôles quelques heures après l'accident, mais aucun blessé n'est à déplorer.

Dimanche 27 mars 2022, une cinquantaine de personnes - représentants d'associations et

migrants - ont rendu un hommage silencieux au jeune exilé décédé. Les participants, parmi lesquels une dizaine de migrants érythréens, ont formé un cercle autour d'une bougie allumée dans une lanterne posée sur une feuille de papier portant les mots "Les Frontières tuent".

WISSEMBOURG

Une cinquantaine d'ukrainiens (femmes et enfants principalement) ont été accueillis à Wissembourg depuis que le conflit a éclaté il y a un mois. Après les hébergements, les collectes etc... l'aide s'est structurée pour un accueil au long cours. A ce jour, les enfants sont tous scolarisés.

MANCHE

La police nationale est intervenue jeudi 17 mars 2022, vers 15 h 30 dans la zone à accès restreint du terminal transmanche de Dieppe. À l'embarquement du ferry, les douanes avaient découvert un migrant albanais de 25 ans caché sur l'essieu d'un camion. Le conducteur roumain du camion a été mis hors de cause. Il a expliqué aux policiers qu'il pensait que l'Albanais était monté dans son camion lors d'un arrêt sur le parking d'une grande surface située à Neuville-lès-Dieppe. Le migrant sera jugé par le tribunal correctionnel de Dieppe le 21 novembre. Il a été transféré au centre de rétention administrative d'Oissel, près de Rouen.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/>

MÉDITERRANÉE

En 2022, l'absence de moyens de sauvetage étatiques européens, le défaut de coordination des opérations de recherche et de sauvetage par le centre de coordination libyen (JRCC) et des délais de débarquement imposés à la dizaine de navires humanitaires en Méditerranée centrale continuent de provoquer des morts en mer (193 morts au 15 mars 2022 selon l'OIM). Par ailleurs, les garde-côtes libyens continuent d'intercepter et de ramener de force des personnes en Libye, qui ne peut être considérée comme un lieu sûr de débarquement.

Geo Barents

Après une semaine en mer, il a pu accoster, lundi 14 mars, 2022 au port d'Augusta, en Sicile. Après avoir porté assistance à 111 migrants lors de deux opérations de sauvetage, les 5 et 6 mars 2022, au large des côtes libyennes. Parmi eux se trouvaient 52 mineurs, dont le plus jeune était âgé de seulement quatre mois. *"L'attente est enfin terminée"*, On espère que les naufragés *"recevront l'assistance et les soins médicaux dont ils ont besoin"*. Certains exilés souffrent de brûlures causées par un mélange d'eau salée et d'essence dans leur embarcation de fortune.

Il a repris la mer la semaine dernière pour venir en aide aux embarcations qui tentent de rejoindre l'Europe en traversant la mer. C'est en ce moment le seul navire de sauvetage en Méditerranée centrale. Il se trouve actuellement au large des côtes libyennes de Zouara. Mardi 29 mars 2022, il a porté secours à 113 personnes en détresse à bord d'un canot pneumatique en train de couler. *"Certains des rescapés, épuisés après des heures passées en mer sont tombés à l'eau"*, mais aucune victime n'est à déplorer et les 113 migrants sont actuellement à bord du navire où ils reçoivent assistance et peuvent se reposer.

Open Arms

Le 6 mars 2022, il a secouru en Méditerranée centrale 28 migrants. Le 12 mars 2022, il pu débarquer à Augusta les 28 migrants, qui avaient passé une semaine sur le navire humanitaire. Les migrants soulagés d'apprendre la nouvelle de leur débarquement, des applaudissements et des cris de joie ont retenti sur le navire.

Sea-Eye 4

Il a quitté l'Espagne le 13 mars en direction des côtes libyennes.

Ocean Viking,

Le lundi 14 mars 2022, selon l'ONG, il devrait aussi bientôt faire son retour en mer. En moins de cinq jours, l'Ocean Viking est venu en aide à trois reprises à des exilés en détresse en mer. Au total, 157 personnes se trouvent à bord, lundi 28 mars 2022. SOS Méditerranée demande à pouvoir les débarquer de toute urgence dans un port sûr. "La météo se dégrade à nouveau. Un avertissement de navigation a été émis, nous devons nous mettre à l'abri. Les rescapés doivent débarquer sans délai". L'Ocean Viking est depuis mardi 29 mars 2022 en Sicile après avoir débarqué débarqué ses passagers.

Navire ambulance

Jeudi 24 mars 2022, le navire ambulance, affrété par SOS Méditerranée en partenariat avec la Fédération internationale des sociétés de la **Croix rouge** et du **Croissant-Rouge** (FICR), avait déjà mis à l'abri 30 personnes, qui avaient réussi à "fuir la Libye avant de se retrouver en mer avec une forte houle".

LIBYE

Le second rapport de la Mission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (qui s'est basés sur 120 témoignages recueillis en Libye), fournit de nouvelles preuves sur « *la nature répétitive et continue des attaques contre les détenus* ». Cela inclut les lieux de détention déjà épinglés, mais aussi d'autres centres officiels et sites gérés par des milices agissant sous l'égide de l'État libyen. La Mission a constaté les mêmes schémas d'actes que ceux identifiés dans son premier rapport. Ses investigations ont renforcé la conviction de la mission que les personnes emprisonnées en Libye sont couramment détenues arbitrairement pendant des périodes prolongées. Elles seraient « *systématiquement torturées, violées ou menacées de viol, y compris sur des membres féminins de leur famille, et parfois tuées* ». Les détenus sont généralement soumis à des disparitions forcées, à des extorsions et à des conditions de détention inhumaines, entre autres violations et abus. Les droits de l'homme et le droit humanitaire international sont violés dans plusieurs centres de détention secrets en Libye. Plusieurs de ces prisons, qui ont été déclarées fermées, fonctionneraient encore en secret. Des réseaux de prisons secrètes seraient toujours contrôlés par différentes milices armées. La mission a également constaté que les autorités n'ont pas exécuté les ordres de libération des détenus dans de nombreux cas.

Plusieurs exilés interrogés par les enquêteurs de l'ONU ont affirmé que des fosses communes avaient été creusées dans le désert libyen, près de la ville de Bani Walid, pour y enterrer en nombre des migrants. "L'un d'eux a indiqué avoir, lui-même, enterré trois personnes dans l'une de ces fosses". Un expert judiciaire a été spécialement nommé pour enquêter sur l'existence de ces charniers. Les enquêteurs des Nations unies s'intéressent à la ville de Bani Walid, située à environ 150km de Tripoli et de Misrata, ainsi qu'aux exactions perpétrées dans la ville de Sabha, autre plaque tournante du trafic de migrants en Libye, à plus de 700km au sud de Tripoli. La ville est tristement connue pour avoir abrité un marché d'esclaves dès 2017.

TUNISIE

Le rapport annuel du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), lors de la présentation du mercredi 16 mars 2022, indique que Plus de 2 700 mineurs ont traversé la Méditerranée depuis la Tunisie pour rejoindre l'Italie en 2021, dont 2 076 étaient non accompagnés . C'est quatre fois plus qu'en 2017, où 561 mineurs dont 544 non accompagnés avaient atteint l'Italie. 70 % et 80 % de ces jeunes sont originaires d'Afrique subsaharienne. Ces départs illégaux s'expliquent par une "détérioration de la situation socio-économique et des tensions politiques" dans leurs pays.

Les arrivées, tous âges confondus, en Italie ont largement augmenté : 15 671 migrants ont réussi à atteindre le pays depuis les côtes tunisiennes en 2021, contre 12 883 en 2020, année de pandémie. En 2017, ils étaient seulement 6 151, toujours selon le rapport du FTDES. Quant aux tentatives avortées, elles ont quasiment doublé : les garde-côtes tunisiens ont intercepté 25 657 migrants qui tentaient la traversée en 2021, contre 13 466 en 2020.

Entre le 18 et le 21 mars 2022, au moins 25 cadavres de migrants qui tentaient de rallier clandestinement l'Europe ont été rejetés ces derniers jours par la mer au large des côtes du nord-est de la Tunisie, selon un bilan de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Les corps ont été retrouvés au large du Cap Bon (à une centaine de kilomètres de la Sicile). L'identification des corps est en cours, mais selon les informations disponibles, il s'agirait de migrants de nationalité syrienne et tunisienne. Le canot transportait environ 60 personnes.

FRONTEX

Une nouvelle plainte a été déposée le 10 mars 2022, contre Frontex (chargée de la surveillance des frontières européennes), depuis la Turquie, par un Syrien qui a déposé un recours devant la justice européenne, a indiqué jeudi 17 mars 2022, l'ONG Front-Lex, qui le représente.

Le syrien est arrivé avec une vingtaine d'autres demandeurs d'asile sur l'île de Samos, en Grèce, avant d'être renvoyés "par les autorités" sur un canot pneumatique surchargé, selon lui. Ils ont alors été abandonnés en mer pendant 17 heures, tandis qu'un avion "de Frontex surveillait la situation". Puis ils ont été repoussés vers la Turquie, où le requérant vit désormais. Le groupe de travail du conseil d'administration de FRONT EX a conclu qu'il n'y avait "*pas d'indication que l'incident du 28-29 avril rapporté par les médias ait été observé par Frontex*". Il réclame 500 000 euros d'indemnisation à Frontex, qu'il accuse de complicité dans ce "pushback". Pour Front-Lex, qui ne lésine pas sur les moyens financiers, ces recours en justice sont un moyen d'alerter et de mettre un terme à ces pratiques contraires au droit international. "*Front-Lex œuvre sur des actions en justice d'une valeur de plusieurs dizaines de millions d'euros afin d'obtenir justice pour les victimes, rendre les coupables responsables de leurs actes et s'assurer que cette pratique horrible prenne fin*", ont expliqué leurs avocats.

AUX FRONTIÈRES SOMALIE YÉMEN

Une quarantaine de Somaliens dont des femmes et des enfants ont été tués au large du Yémen pendant l'attaque de leur embarcation. L'embarcation transportait 150 Somaliens, tous réfugiés au Yémen. En effet, ils sont plus de 255 000 à être présents dans ce pays du sud de la péninsule arabique.

La proximité géographique de la Somalie et du Yémen - à peine 40 km de distance par la mer - a fait du Yémen une terre d'immigration économique pour les Somaliens depuis au moins une décennie. Ainsi, avant la guerre civile au Yémen, début 2015, les Somaliens et les Éthiopiens fuyant la famine et les persécutions venaient nombreux s'installer dans le pays pour y trouver du

travail. En général, les femmes sont dans le secteur domestique et les hommes dans l'agriculture, ou sur les chantiers de construction. *"Ils exercent les métiers dont les autres ne veulent pas car les conditions demeurent très difficiles : on observe des cas d'exploitation et bien souvent d'abus sexuels"*. Bien que le conflit ravage le Yémen depuis près de deux ans et que 17 millions de personnes présentent des risques de famine selon le HCR, les migrants africains continuent d'affluer au Yémen. Sur la seule année 2016, près de 117 000 migrants africains sont entrés dans le pays, principalement venus de la Corne de l'Afrique.

Aujourd'hui, même si certains espèrent encore s'y installer, le Yémen est plutôt considéré comme un pays de transit dans le but d'atteindre les pays du Golfe. *"En Arabie Saoudite, toutes les femmes de ménage sont érythréennes ou somaliennes"*. L'immigration économique de ces personnes s'est donc portée du Yémen vers les pays du Golfe. *"Mais la majorité des nouveaux arrivants restent coincés au Yémen à cause de la guerre, souligne le porte-parole du HCR. C'était sûrement le cas de ceux qui ont perdu la vie vendredi dernier. Ils ne s'attendaient sûrement pas à ce que la situation au Yémen soit si terrible"*. L'agence onusienne évoque des cas de violences physiques et sexuelles, de privation d'eau et de nourriture, d'enlèvements, de torture, de travail forcé aux mains des réseaux criminels... *"Un grand nombre de personnes qui entreprennent le voyage vers le Yémen ne sont pas conscientes des dangers qu'elles vont affronter. Les réseaux de passeurs minimisent les périls"*. En conséquence, les migrants récemment arrivés dans le pays retournent d'où ils viennent. En 2015, ils étaient 80 000 à avoir fait le chemin inverse. La Corne de l'Afrique, habituellement terre d'exil se transforme en terre d'accueil avec un flot de migrants fuyant le Yémen. Ils seraient 20 000 Yéménites dans la région, toujours selon le HCR.

AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE

MOLDAVIE

"La Moldavie a du mal à protéger ses propres frontières avec l'Ukraine, elle ne peut pas faire l'enregistrement" des réfugiés, a déclaré mercredi 16 mars 2022 la commissaire européenne aux Affaires intérieures devant des eurodéputés. Jeudi 17 mars 2022, l'Union européenne a signé un accord avec la Moldavie permettant à son agence de contrôle des frontières, Frontex, de prêter main forte à ce pays et plus particulièrement aux garde-frontières moldaves, débordés par l'afflux de réfugiés en provenance d'Ukraine. La conclusion définitive interviendra après l'approbation du Parlement européen. Plus de 300 000 personnes fuyant l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont trouvé refuge en Moldavie voisine, pays non membre de l'UE. La présence de Frontex devrait en outre permettre de lutter contre le trafic d'enfants et de femmes, dont le risque est très élevé.

Dans les pays membres de l'UE, 205 agents de Frontex sont déployés en Roumanie, 20 en Pologne et 14 en Slovaquie, selon la Commission. Europol, l'agence européenne de lutte contre la criminalité, est quant à elle présente en Slovaquie et en Pologne et va mettre en place des missions également en Moldavie, ainsi qu'en Roumanie et en Hongrie, selon la commissaire.

Six États membres se sont engagés à accueillir 11 500 réfugiés ukrainiens ayant transité par la Moldavie.

NORVÈGE

"Nous sommes au milieu d'une crise de réfugiés que l'Europe n'avait plus vue depuis la Seconde Guerre mondiale", a déclaré le Premier ministre norvégien. *"La Norvège a une longue tradition d'aider les réfugiés"*. La Norvège, qui ne fait pas partie de l'UE, a annoncé le même jour qu'elle se préparait à aller chercher jusqu'à 5 250 déplacés ukrainiens se trouvant actuellement en Moldavie, pour les accueillir sur son sol. En pratique, le pays scandinave va aller chercher, à la

demande de la Moldavie, 2 500 réfugiés ukrainiens et 550 autres nécessitant une hospitalisation et des soins médicaux lourds, ainsi que leurs familles, pour soulager les systèmes de santé des pays voisins de l'Ukraine.

BIÉLORUSSIE – POLOGNE

Actuellement, entre 650 et 800 personnes seraient encore coincés, comme Thaer, à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, d'après plusieurs associations. Selon l'ONG Gandhi Charity, ils seraient même chaque jour un peu plus nombreux à gagner la forêt depuis la fermeture, au début de lars 2022, du centre d'accueil temporaire biélorusse de Bruzgi. *"Les garde-frontières ont imposé un ultimatum aux occupants. Deux options leur ont été proposées : rejoindre l'aéroport de Minsk et rentrer dans leur pays d'origine, ou partir dans l'autre sens, à pied, direction la Pologne"*. La plupart choisissent de poursuivre leur chemin d'exil vers la Pologne, malgré les risques. Coincés entre les garde-frontières biélorusses et polonais, au milieu des barrières de fils barbelés, érigées à la hâte par les autorités, difficile pour ces familles de poursuivre leur chemin vers une vie meilleure. D'autant plus lorsque, d'un côté comme de l'autre, les refoulements et les coups sont monnaie courante.

Côté biélorusse, on signale une *"escalade notable de la violence contre les réfugiés qui, refoulés par les Polonais, souhaitent retourner dans le pays"*. Côté polonais, en lieu et place de protection ces migrants irakiens, syriens, et afghans se heurtent, à un mur. En plus des longues clôtures barbelées et de l'important déploiement militaire dans la zone - en état d'urgence depuis début septembre. Côté polonais, en lieu et place de protection ces migrants irakiens, syriens, et afghans se heurtent, là aussi, à un mur. Car en plus des longues clôtures barbelées et de l'important déploiement militaire dans la zone - en état d'urgence depuis début septembre - la construction d'un mur, débutée en janvier 2022, s'étendra sur plus de 186 kilomètres. En attendant, les pushbacks vers l'autre côté de la frontière sont toujours d'actualité. *« Dans la matinée du dimanche 13 mars 2022, trois familles kurdes irakiennes avec leurs enfants ont été refoulées vers la Biélorussie »* L'une des familles est restée bloquée 14 jours à la frontière. *"Ils ont failli mourir de faim et de froid. Alors que le couple souhaitait simplement faire soigner son fils, atteint d'autisme, en Europe"*. **Durant le même temps**, à quelques centaines de kilomètres plus au sud, le changement de ton est total. À la frontière avec l'Ukraine, les garde-frontières polonais s'empressent d'accueillir les ressortissants ukrainiens fuyant la guerre. Le thé chaud, les vêtements et les couvertures se sont substitués aux coups et aux réprimandes.

POLOGNE

Plus de trois millions d'ukrainiens ont pris les routes de l'exil, dont près des deux-tiers vers la Pologne. Dans la ville de Medyka, à la frontière polonaise, des centaines de personnes continuent d'arriver chaque jour : des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils ont alors le choix : se diriger vers un entrepôt transformé en centre d'hébergement d'urgence, ou aller à Premysl, point de départ vers d'autres destinations. Ici, jusqu'à 50 000 personnes sont arrivées chaque jours depuis l'invasion de l'Ukraine. *"Beaucoup de réfugiés ont de la famille ici, ou des amis dans d'autres parties de la Pologne ou de l'Europe"*. *"Ils savent où ils veulent aller et organisent leur voyage après quelques jours. S'ils veulent aller quelque part, Premysl l'organisera."* Plus au nord, la ville de Lubaczow est un poste-frontière plus calme. *Chaque personne y est enregistrée par l'organisation internationale pour la migration, et le dispositif d'accueil est financé par les autorités polonaises.* *"Le gouvernement finance ce lieu, couvre les frais quotidiens ainsi que le fonctionnement des centres d'accueil et d'urgence"*, détaille le maire de Lubaczow. *"Les communautés reçoivent un soutien financier pour cela et sont également soutenues par les villes polonaises et européennes"*. Une aide également utilisée pour la préparation des repas et des colis de soins destinés aux voyages ultérieurs. Varsovie a débloqué une enveloppe de 1,6 milliard d'euros.

Étrangers étudiant en Ukraine

Une enquête coordonnée par l'ONG d'investigation « Lighthouse Reports », en partenariat avec plusieurs médias a révélé, mercredi 23 mars 2022, qu'au moins quatre étudiants étrangers qui avaient fui la guerre en Ukraine se sont retrouvés détenus en Pologne et contraints de demander l'asile dans le pays. *"À la frontière, le 27 février, [les gardes-frontières polonais] ont pris nos téléphones de force [...] Ensuite, ils nous ont demandé de requérir l'asile. J'ai refusé. J'ai été forcé de signer la demande car sinon c'était la prison. Ils m'ont détenu dans un autre endroit puis, j'ai été transféré ici, dans le camp fermé, à l'intérieur de la forêt."* Depuis près d'un mois, il vit dans le centre fermé de Lesznawola, au sud de Varsovie. Selon lui, c'est un tribunal polonais qui a ordonné sa détention, alors que le jeune homme ne comprenait pas ce qui se disait. *"Ils ont parlé dans leur langue. Même l'interprète ne comprenait pas l'anglais. Nous, on a parlé notre langue. Nous avons été menottés pendant l'audience."* Les garde-frontières polonais ont affirmé qu'ils l'arrêtaient car le Nigérian n'avait pas son passeport et n'était pas autorisé, selon eux, à circuler en Pologne ou à se rendre dans un autre pays. *"J'ai expliqué très clairement que j'étais étudiant, et je leur ai montré des preuves"*. Bien que, dès le début du conflit en Ukraine, le chef de la chancellerie polonaise, ait affirmé que *"toute personne qui fuit la guerre sera acceptée en Pologne, toute personne qui souhaite de l'aide sur le sol polonais pourra l'obtenir, même les personnes sans passeport"*. D'autres personnes ont également été arrêtées et enfermées alors qu'elles se trouvaient en possession de leur passeport. *"Un étudiant a essayé de s'échapper des garde-frontières du côté ukrainien car il était effrayé, il se sentait en danger. Il a donc escaladé la clôture à la frontière. Il avait son passeport, ses documents d'identité. Mais le fait qu'il ait escaladé la clôture fait de lui un criminel, même si l'Ukraine est désormais un pays en guerre. C'est difficile de ne pas y voir du racisme, car dans le camp près de Varsovie, tous ceux qu'on connaît sont d'origine africaine"* .

Avant le début du conflit, l'Ukraine comptait 76 500 étudiants étrangers, la majorité étant originaires d'Inde, et 20 % de pays africains.

Selon, une allemande, spécialiste en communication, la différence d'origine des déplacés "joue un rôle majeur dans l'attitude politique". Le pouvoir à Varsovie a effectué une politique de rejet en 2021 face aux demandeurs d'asile arrivant de Biélorussie, et ce malgré la solidarité de plus en plus affichée de la société civile polonaise. Mais l'Ukraine est considérée comme une 'nation sœur avec laquelle la Pologne partage un ennemi commun : Vladimir Poutine. La Pologne craint en effet pouvoir être le prochain pays sur la liste du président russe. Par ailleurs, avant même que la guerre n'éclate, la Pologne comptait déjà une importante minorité ukrainienne. Sur 38 millions d'habitants, **deux millions sont Ukrainiens**, soit près d'une personne sur 20. *"De nombreux pays européens partagent un passé commun, celui d'avoir été menacés par la Russie. Ce que vivent les Ukrainiens rappelle à beaucoup en Europe de l'Est une situation de déjà-vu."* Pour une femme originaire de Géorgie et vivant en Allemagne, *"c'est comme si cela arrivait à mon propre pays. Nous sommes de bons amis avec l'Ukraine, nos pays ont presque le même destin. C'est très, très douloureux. Nous avons de l'empathie pour les Ukrainiens. Nous sommes très préoccupés. Peut-être que nous serons les prochains."* En Allemagne, 90 % des personnes interrogées se sont déclarées favorables à ce que le pays accueille des déplacés d'Ukraine. La moitié des personnes interrogées se disent prêtes à faire du bénévolat ou à faire un don. Enfin, Un quart des interrogés serait disposés à héberger des déplacés chez eux. La volonté d'aider est "impressionnante". Mais cet élan de solidarité pourrait retomber avec le temps : *"Si l'exode de la population ukrainienne devient un état de fait permanent, la volonté d'aider en Allemagne pourrait en pâtir et la xénophobie pourrait progresser."*

SLOVAQUIE

Chaque jour, environ 10 000 personnes passent par la Slovaquie, plus particulièrement pas Košice, la deuxième ville du pays à une centaine de kilomètres de la frontière ukrainienne. C'est d'ici que les réfugiés peuvent prendre un train et s'enfoncer plus loin au sein de l'Union européenne. *"On voulait rester à Košice parce que les gens sont gentils ici, mais on nous a dit qu'il n'y avait pas de travail, alors on va à Gelina, dans le centre de la Slovaquie. On ne connaît personne là-bas"*. Une réfugiée du Donbass : *"J'ai décidé de couper les ponts avec tous mes amis russes. Comme vous pouvez le constater je m'exprime en russe mais je me suis promis de ne plus le parler. Désormais je vais apprendre l'ukrainien"*,

UNION EUROPÉENNE

ENFANTS MIGRANTS EN DANGER

Selon la commissaire européenne aux Affaires intérieures, l'Ukraine compte un grand nombre d'orphelins et d'enfants nés de mères porteuses qui n'ont pas été récupérés par leurs parents. Cela augmente le risque qu'ils soient enlevés ou deviennent des victimes d'adoptions forcées. *"Il y a un énorme risque de trafic d'enfants vulnérables"*, a-t-elle ajouté, en rappelant que ces abus étaient courants dans des cas de migration massive. Les risques peuvent apparaître aux frontières, où des criminels déguisés en bénévoles ou en secouristes pourraient profiter des personnes vulnérables. Jusqu'à présent, très peu d'enfants non accompagnés ont été signalés aux frontières de l'UE et peu de cas de trafic d'êtres humains. Le 10 mars, la police de Wrocław, en Pologne, avait déclaré avoir arrêté un suspect de 49 ans accusé d'avoir violé une Ukrainienne de 19 ans. Il avait pris contact avec elle via Internet en lui proposant de l'aider. *"Nous ne devrions pas attendre d'avoir la preuve de nombreux cas de trafic, car il pourrait alors être trop tard"*, a réagi la commissaire européenne, ajoutant qu'une vaste campagne de sensibilisation à ce risque devait être menée immédiatement.

Jeudi 17 mars 2022, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil (Greta) constate que les *"enfants fuyant l'Ukraine sans parents"* seraient particulièrement ciblés par des trafiquants, *"et beaucoup d'entre eux sont actuellement introuvables"*. Dans un communiqué publié lundi 21 mars 2022, l'Unicef affirme que *« plus de 500 enfants non accompagnés ont été recensés à la frontière entre l'Ukraine et la Roumanie »* entre le 24 février et le 17 mars 2022. *"Le nombre réel d'enfants ukrainiens séparés de leur famille qui se sont réfugiés dans des pays voisins est probablement bien plus élevé"*, ajoute l'agence.

ACCUEIL SÉLECTIF AUX FRONTIÈRES EUROPÉENNES : DU RACISME DES POLITIQUES MIGRATOIRES

« Les ministres (de l'Intérieur) de l'Union européenne (UE) se sont accordés aujourd'hui unanimement sur la mise en place d'un mécanisme de protection temporaire pour répondre à l'afflux de personnes déplacées en provenance d'Ukraine » [1]. C'est dans ces termes que la France, qui préside actuellement le Conseil de l'UE, s'est félicitée par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'accord historique de la mise en œuvre, pour la toute première fois, de la directive européenne sur la protection temporaire de 2001, lors de la réunion du Conseil « Justice et affaires intérieures » du 3 mars. *« Cette décision reflète le plein engagement de l'Union européenne à afficher sa solidarité à l'égard de l'Ukraine et à assumer son devoir à l'égard des populations victimes de cette guerre injustifiable »*, a-t-il ajouté. En effet, il y a à peine quelques mois les autorités polonaises érigeaient ainsi des barbelés et des murs à la frontière biélorusse comme seule

réponse à l'arrivée des femmes, des hommes et des enfants en provenance des pays tels le Yémen, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak, ou la République démocratique du Congo (RDC) parmi d'autres, au prétexte qu'il s'agissait de « migrant·e·s » instrumentalisé·e·s par le chef d'État biélorusse.

Un peu plus tôt, après la prise de pouvoir par les Talibans à Kaboul, les pays européens aujourd'hui « accueillants » s'organisaient pour fermer leurs frontières aux milliers de personnes cherchant à fuir l'Afghanistan, alléguant comme l'a fait la France, que « *l'Europe ne peut pas à elle seule assumer les conséquences de la situation actuelle [et que] « nous devons anticiper et nous protéger contre les flux migratoires irréguliers importants » [8].*

Ce que cachent mal les discours et pratiques à géométrie variable que nous observons aujourd'hui porte un nom : le racisme, c'est-à-dire la croyance en une hiérarchie des êtres humains et la production d'un rapport de domination pour tenter de rendre opérante cette hiérarchisation. L'idéologie raciste se masque le plus souvent derrière des atours présentables, dans des arguties telles que : « *La place de ces gens-là est chez eux, à aider leur pays à sortir de la misère* », « *ils doivent être accueillis dans les pays limitrophes au Sud, dont la culture dominante est proche de la leur...* », ou encore « *dans la migration, ils se mettent en danger et se font la proie des passeurs* ». Mais elle apparaît pour ce qu'elle est en période de crise, quand refont surface les discours alarmistes qui, chez les responsables politiques et dans certains médias, attisent la peur de l'invasion.

Pour commenter la décision de l'UE de déclencher le mécanisme de protection temporaire, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, parle d'un « changement de paradigme », et on entend volontiers dire dans les médias que les Européens auraient retrouvé « le sens de l'accueil » [9]. C'est oublier que, comme on le voit aujourd'hui, la légitimité des souffrances se mesure à l'aune des origines et de la couleur de la peau.

Des exilé·e·s se mobilisent depuis des mois pour défendre leur droit à la protection et à quitter un pays où leur vie est en danger et n'ont toujours pas vu cet accueil se matérialiser. A l'image de celles et ceux sur la route des Balkans [10], ou bloqué·e·s dans le sud de la Tunisie [11], ou encore en Libye qui ne sont pas dupes : « *Ils affirment que les Ukrainiens sont différents, qu'ils sont des programmeurs informatiques et qu'ils ont une histoire bien connue, contrairement aux Africains dont le passé est marqué par la pauvreté. Les Ukrainiens sont désormais accueillis dans des pays qui ont fermé leurs portes aux réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique* » [12]. Si nous exprimons toute notre solidarité avec les exilé·e·s ukrainien·e·s, nous joignons nos voix à celles de toutes les personnes qui sont bloquées et maintenues sciemment à distance des frontières européennes.

Aujourd'hui l'UE fait pour les exilé·e·s Ukrainien·ne·s ce qu'elle a longtemps prétendu impossible : permettre la mobilité des personnes en quête de refuge et la reconnaissance de leurs droits plutôt que de chercher à les bloquer à tout prix. Cette brèche ouverte avec la mobilisation exceptionnelle dont font preuve aujourd'hui les États membres démontre que, contrairement à ce qu'elle a toujours dit, l'UE a la capacité d'accueillir un très grand nombre d'exilé·e·s. Le réseau Migreurop réclame que cet élan de solidarité et d'accueil soit étendu à toutes les personnes quelles que soient l'origine, la nationalité, la couleur de la peau, la classe, etc.

Seule la liberté de circuler de toutes et tous pourrait enfin mettre un terme à l'apartheid global imposé à travers les frontières.

http://migreurop.org/article3095.html?lang_article=fr

ALLEMAGNE

la Hesse ne met à disposition aucune aide juridique en matière de droit d'asile. "*Les autorités devraient être obligées de proposer ce type de conseils lorsqu'elles constatent qu'une personne est en situation irrégulière depuis dix ans et qu'elle remplit les conditions requises pour obtenir un permis de séjour*", affirme le directeur du Conseil des réfugiés de Hesse. Celui-ci appelle à la suspension des expulsions des demandeurs d'asile déboutés n'ayant pas eu de réelle chance de prouver leur droit de rester en Allemagne. En effet, ce moratoire a déjà été appliqué dans certaines

régions d'Allemagne, mais jamais en Hesse. Ailleurs qu'en Hesse, une série d'exécutifs régionaux ont d'ores et déjà décidé de mettre en œuvre un projet du nouveau gouvernement de coalition, qui consiste à accorder un droit de séjour temporaire à ceux qui vivent en Allemagne sans statut légal depuis au moins cinq ans. Là encore, la Hesse semble vouloir attendre qu'une loi en ce sens soit d'abord adoptée au niveau fédéral.

C'est ainsi que, dans la ville de Büdingen, près de Francfort, où une adolescente va au collège, ses parents ayant du travail et leur propre appartement depuis plus de dix ans, le 16 mars 2022, la police allemande est venue arrêter l'adolescente et sa mère pour les obliger à prendre le prochain vol à destination de l'Iran, un pays que la famille avait fui. Le père est toujours en Allemagne. Il a été placé sur un autre vol d'expulsion. Il arrive ainsi que les membres d'une même famille soient séparés au moment de leur renvoi. *"C'est le calcul cynique des autorités", "elles se disent qu'en expulsant deux membres de la famille, le troisième suivra de lui-même."* Le père *"ne se soucie pas de son propre sort. Il veut simplement que sa fille ait une belle vie et puisse grandir en Allemagne"*. Mais il devra attendre des années avant d'espérer faire revenir sa famille. Sa fille et sa mère sont interdites d'entrée en Allemagne pendant une période de deux ans, au nom d'un règlement qui s'applique aux personnes ayant été expulsées de force. Or dans deux ans, l'adolescente, ayant l'âge légal en Iran, risque d'être mariée et ne pourrait plus obtenir de passeport ou voyager en dehors de l'Iran sans la permission de son mari. Où est la cohérence entre ce renvoi et l'accueil des migrants ukrainiens ? Les demandes d'asile ont, dans 73% des cas, été rejetées en Allemagne.

Près de 11.000 personnes toutes origines confondues ont été expulsées d'Allemagne en 2021.

BELGIQUE

La Belgique se mobilise pour les exilés ukrainiens. Depuis le 14 mars, l'enregistrement de leur protection temporaire est centralisé au Palais 8 du Heysel qui a été mis à la disposition des agents de l'agence Fedasil et de l'Office des étrangers, les deux institutions en charge de l'accueil des exilés. Une fois la demande instruite, les personnes ne restent pas à la rue, des solutions de logement leur sont proposées. Près de 8 000 personnes ont déjà été enregistrées.

Mais dans le centre-ville, la situation est bien moins ordonnée. Devant les portes du Petit-Château, l'unique centre d'enregistrement pour demandeurs d'asile du pays géré par Fedasil, la file des réfugiés originaires du reste du monde ne cesse de s'allonger. Des personnes qui ont fui l'Afghanistan près d'un millier d'hommes seuls n'ont pas pu enregistrer leur demande la 2ème semaine de Mars 2022. La situation critique sous-entend, un **traitement différencié entre les exilés ukrainiens et les autres**. *"On ne peut que se réjouir de la solidarité qui s'exprime à l'égard des personnes qui fuient la guerre en Ukraine. Il ne faut surtout pas décourager cet élan. Mais ce qui serait encore mieux, c'est de l'étendre aux personnes qui se battent depuis des mois devant le Petit-Château. Les politiques savent faire des efforts quand ils s'identifient aux réfugiés nés dans un pays proche d'eux. En comparaison, les Taliban, c'est loin"*. *"On ne met pas en concurrence les parcours des uns et des autres, mais de par les directives politiques qui ont été prises à l'échelle nationale et européenne, les traitements sont différents"*. Les exilés d'Afghanistan, demandant une protection subsidiaire peuvent donc être déboutés. *"la prise de pouvoir par les Taliban, les conditions de sécurité ont significativement changé (...) Mais on n'observe plus de risque réel d'être victime d'une violence aveugle en Afghanistan"*. Pour les réfugiés d'Éthiopie, pays en guerre, il n'est pas prévu de facilités comme pour les ukrainiens.

"il n'est pas simple de gérer les flux de personnes. Mais ça peut s'anticiper, se préparer. L'État belge a des ressources, il nous le prouve aujourd'hui". Pour les exilés ukrainiens, 30 000 places d'hébergements temporaire ont été identifiées dans tout le pays, Des hébergements mis à disposition des Ukrainiens qui *"pourraient servir, par la suite, aux autres demandeurs d'asile"*,

espère le porte-parole de Fedasil. *Reste à savoir si les autorités donneront leur feu vert à ceux qui, ...ne leur ressemblent pas*".

CHYPRE

En Syrie, les révolutionnaires célèbrent, le mardi 15 mars 2022, les 11 ans du début du mouvement de contestation contre Bachar el Assad. Onze ans plus tard, la guerre et la crise économique continuent de pousser les Syriens sur les routes de l'exil : les pénuries d'eau, d'électricité et de nourriture sont quotidiennes. Sur l'île de Chypre, à une cinquantaine de kilomètres des côtes syriennes, des dizaines d'exilés arrivent chaque jour sur des embarcations de fortune. *"Moi, je suis parti à cause de la pauvreté. Et je veux continuer mes études. Mais le régime voulait me forcer à rester huit ans à l'armée. Je refuse de me battre contre mes compatriotes". "C'était le voyage de la mort. On est resté quatre jours en mer. Le moteur a fini par lâcher. On regardait le soleil se coucher, la lune se lever. Et rien. Nous étions entourés d'eau. On avait perdu l'espoir de rejoindre la terre ferme"*. Enfermés dans un centre de rétention insalubre, il laisse éclater sa colère : *"Ce camp, c'est le pire camp du monde. J'ai peur de mourir. Si j'avais su, je ne serais jamais venu. J'ai tout quitté pour venir : ma famille, mes enfants. Mais en fait, ici, c'est pire que chez nous"*. Aujourd'hui, tous ces exilés syriens ont les yeux rivés sur les images des vagues de déplacés venus d'Ukraine, accueillis en Union européenne. Et tous posent la même question : *"Pourquoi sommes-nous traités différemment ? Nous aussi, nous fuions la guerre !"*

ESPAGNE

Vendredi 19 mars 2022, le chef de la diplomatie espagnole a déclaré : *"L'Espagne considère que l'initiative d'autonomie présentée en 2007 (par le Maroc) est la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend"* entre Rabat et les indépendantistes du Front Polisario. La nouvelle position de Madrid est un changement radical alors que le pays avait toujours prôné jusqu'ici la neutralité entre Rabat et le Polisario. Rabat, qui contrôle près de 80% de ce territoire, propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté tandis que le Polisario réclame un référendum d'autodétermination. Conséquences donc de ce dénouement diplomatique, les expulsions pourraient reprendre à un rythme similaire à celui déjà appliqué par le passé : quatre vols hebdomadaires, assurés par la compagnie Royal Air Maroc, avec 20 exilés à bord. Soit 80 personnes rapatriées par semaine, au total. Les migrants marocains partaient des Canaries, mais avaient été arrêtés préalablement dans d'autres régions d'Espagne.

Depuis mardi 22 mars 2022, l'Espagne renvoie à nouveaux les migrants irréguliers présents sur son territoire vers le Maroc. Le premier vol transportant une vingtaine de migrants marocains devait décoller ce mardi des îles Canaries en direction de Laâyoune, principale ville du Sahara occidental. Cela diminuerait les tensions aux Canaries, et à Melita et Ceuta, mais ne réglerait pas la question de fond des exilés.

En 2021, selon des données du Système européen de surveillance des frontières (Eurosur), environ 31 % des près de 42 000 immigrés arrivés irrégulièrement en Espagne étaient marocains.

GRÈCE

Dimanche 13 mars 2022, dans un voilier en difficulté près de l'île grecque de Paros, une centaine de migrants ont été secourus par les garde-côtes grecs. Les passagers ont été transférés sains et saufs sur un navire de la police portuaire grecque et acheminés vers le port de Paros, où ils doivent être soumis à des tests de dépistage du coronaenfantsvirus. Les rescapés sont en majorité afghans. Ils étaient partis des côtes occidentales turques et avait pour destination l'Italie. La plateforme d'urgence en mer, Alarm Phone, a exhorté Athènes à respecter le droit de ces personnes à déposer une demande d'asile en Grèce, disant craindre un "refoulement d'ampleur vers la Turquie".

POLOGNE

A Fastiv, Le prieuré dominicain, un bâtiment très simple a été donné aux Dominicains dans les années 1990, Les conditions sont très simples, mais les pères qui y vivent ont toujours été réticents aux améliorations, préférant investir leurs moyens dans la construction de la Maison de Saint Martin, qui est devenue un grand centre d'aide pour les nécessiteux. Une mère et trois enfants y sont accueillis. Une autre mère et un petit garçon demandent : «Pouvons-nous nous inscrire ici pour l'évacuation vers la Pologne ? Nous sommes de Donetsk. De Horlivka. Nous avons déjà échappé à la guerre une fois, et maintenant nous nous échappons à nouveau.» Les frères de Fastiv ont aidé à évacuer 972 personnes depuis le début de la guerre. Une grande partie d'entre elles sont déjà en sécurité en Pologne. aujourd'hui en chaire, une personnes catholique russe a témoigner : «Nous prions pour vous. Nous avons honte! Nous avons honte! Nous avons honte d'être Russes. Pour toute ma vie maintenant, je me sentirai coupable devant la nation ukrainienne. Je n'ai jamais voté pour Poutine; je suis allé à toutes les manifestations légales et illégales pour soutenir l'Ukraine, mais je n'ai toujours rien pu faire. Je voudrais demander à tous les Ukrainiens de me pardonner pour tous les crimes qui sont aujourd'hui commis aux mains des Russes. Mais qui a besoin de ma contrition si des gens souffrent et meurent encore en Ukraine. Tous les Russes commettent aujourd'hui le péché inamovible de Caïn, et aucune explication n'y fera rien. Je comprends qu'il s'agit là de mon opinion personnelle et que beaucoup de gens, même ceux qui partagent mon point de vue, seront consternés. Néanmoins, un certain nombre de générations de Russes devront porter la responsabilité de ces atrocités. Je veux l'écrire ouvertement. Si vous voulez le publier, je serai satisfait. Ne cachez pas mon nom, je n'ai pas peur. Nous prions pour vous et pour toute l'Ukraine. Que Dieu vous donne la paix et le bonheur!»

Des associations aident les réfugiées ukrainiennes à trouver un emploi dans la restauration. Parabere forum, est une ONG qui promeut l'égalité entre hommes et femmes, et la diversité dans le monde de la gastronomie. Son réseau, constitué de 8 000 femmes dans 60 pays, est connu pour agir vite et venir en aide aux réfugiés et aux populations déplacées. *"Les femmes s'occupent souvent des enfants, de la maison et de l'éducation, ce qui fait que quand elles quittent le pays, c'est sans économie, sans argent, sans rien du tout. Elles sont extrêmement vulnérables,* explique la fondatrice de Parabere Forum. *Donc, il faut qu'elles trouvent un travail très rapidement pour pouvoir avoir un équilibre dans leur vie et l'apporter aussi à leurs enfants. Ce qui me frappe énormément ici, c'est qu'il y a énormément d'enfants. On a déjà des contacts avec des chefs en France, qui, en plus, proposent un endroit pour les héberger. C'est important que leur mère puisse travailler dans la restauration, qu'eux aussi trouvent un semblant de vie normale".* L'essentiel pour demain, est de permettre le retour de ces familles dans leur pays.

« Ukraine Take Shelter » a été créé par deux étudiants – 18 et 19 ans - de Harvard en trois jours. En une semaine, 4 000 offres de logements avaient déjà été postées ! Avec Ukraine Take Shelter, il suffit, pour le réfugié, d'indiquer le nom de la ville où il cherche un logement et des listes de propositions apparaissent avec des filtres : la durée déjà – logement de secours, de transition pour quelques jours, ou de longue durée, le nombre de places disponibles, si les enfants sont admis, si les animaux de compagnie sont bienvenus. Et puis un contact direct par WhatsApp pour des appels internationaux gratuits. Le tout en 16 langues : les langues européennes de tous les pays voisins de l'Ukraine. Bref, le meilleur de la technologie au service des premières victimes de cette guerre : les civils obligés de quitter leur pays. La plate-forme est utile et limitée. En volume déjà, puisqu'elle est loin d'offrir 3 millions de logements. Mais aussi, elle a conscience des dangers potentiels de mettre si rapidement des hôtes en ligne sans pouvoir vérifier leurs profils alors que l'on sait bien que les femmes et les enfants réfugiés peuvent être particulièrement vulnérables lors de ces crises humanitaires, se faire exploiter, se faire violenter. Aussi, une liste de recommandations et de questions que les réfugiés peuvent poser aux hôtes avant de confirmer leur

venue sont détaillées.

[HTTPS://WWW.CATH.CH/NEWSF/LETTRES-DE-KIEV-UN-DOMINICAIN-TEMOIGNE-AU-COEUR-DE-LA-GUERRE-11/](https://www.cath.ch/newsf/lettres-de-kiev-un-dominicain-temoigne-au-coeur-de-la-guerre-11/)

<https://www.ukrainetakeshelter.com/>

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

« Le Comité est alarmé par les informations faisant état d'un traitement discriminatoire à l'encontre des personnes tentant de fuir l'Ukraine vers les pays voisins, notamment les personnes d'ascendance africaine, asiatique, moyen-orientale et latino-américaine » Le comité fustige ainsi les « discours de haine xénophobes et racistes ». Il dénonce également les violences à l'encontre des ressortissants de pays tiers tentant de fuir le conflit ukrainien. Les experts indépendants onusiens demandent aux pays voisins de l'Ukraine de prendre des mesures pour prévenir, combattre et sanctionner toutes les formes de discrimination raciale. Il s'agit également de « condamner publiquement et à se distancier des discours de haine raciste, y compris dans les médias et de la part de personnalités publiques et d'acteurs politiques ».

« Les rapports humanitaires reçus de ces zones sont horribles, et nous continuons à appeler à la protection des civils et des infrastructures civiles, au respect du droit humanitaire international », a déclaré lors le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (ONU).

Dans des villes comme Marioupol et Soumy, la situation humanitaire est « extrêmement grave ». Les habitants sont confrontés à « des pénuries critiques et potentiellement mortelles de nourriture, d'eau et de médicaments ». A Odessa, le HCR note que les autorités ont lancé un appel pour une aide alimentaire et des médicaments. Il s'agit de couvrir les besoins de quelque 450.000 personnes. Dans l'est de l'Ukraine, les besoins humanitaires deviennent encore plus urgents. Plus de 200.000 personnes n'ont pas accès à l'eau dans plusieurs localités de Donetsk, tandis que les bombardements incessants dans la région de Louhansk ont détruit 80% de certaines localités, laissant près de 100.000 familles sans électricité. Plus largement, les population vulnérables - telles que les femmes et les enfants - sont de plus en plus confrontés à des obstacles pour accéder à des services essentiels tels que le transport, la nourriture, l'eau, les médicaments et les soins de santé d'urgence dans les zones touchées.

UKRAINE : DIX MILLIONS DE PERSONNES ONT FUI LEURS FOYERS

"La guerre en Ukraine est si dévastatrice que **dix millions de personnes** ont fui, soit déplacées à l'intérieur du pays, soit réfugiées à l'étranger", a déclaré dimanche **20 mars 2022** le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ce chiffre représente plus du quart de la population de l'Ukraine, pays qui comptait, avant le conflit, 37 millions d'habitants dans les régions sous contrôle gouvernemental, à l'exclusion de la Crimée annexée par la Russie et des régions séparatistes pro-russes de l'Est. Ces départs massifs sont la conséquence de catastrophes humanitaires recensées dans différents endroits de l'Ukraine, notamment dans le nord et à Marioupol, dans le sud-est. La situation humanitaire dans cette ville, comme dans plusieurs autres villes assiégées, est dramatique. Des familles ont raconté les cadavres gisant plusieurs jours dans les rues, la faim, la soif et le froid mordant des nuits passées dans des caves avec des températures inférieures à zéro. *"Parmi les responsabilités de ceux qui font la guerre, partout dans le monde, il y a les souffrances infligées aux civils qui sont forcés de fuir leurs maisons".*

3 489 644 Ukrainiens avaient quitté le pays depuis le début de l'invasion russe, le 24 février, et que 60 352 autres avaient pris la route de l'exode. Environ 90 % de ces personnes sont des femmes et des enfants (plus de 1,5 million d'enfants selon l'UNICEF). Mercredi 16 mars 2022, 162 000 ressortissants de pays tiers avaient fui l'Ukraine vers les États voisins.

Selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés, 535.461 personnes se sont rendues en Roumanie. Dans le même temps, 365.197 personnes sont entrées en Moldavie. De son côté, la Hongrie a accueilli jusqu'à présent 312.120 Ukrainiens. Selon le point actualisé du HCR arrêté au 17 mars, 250.036 Ukrainiens sont allés en Slovaquie. Le nombre de personnes ayant trouvé refuge en Russie s'élève à près de 231.764 à la date du 20 mars. À la date du 20 mars, la Biélorussie avait accueilli 3.765 personnes. Par ailleurs, près de 186.000 ressortissants de pays tiers ont fui l'Ukraine.

Le pays recense près 5 millions de cas de Covid-19 dont 107.412 décès, selon un décompte établi par l'OMS le 17 mars 2022.

unnews@un.org

Programme alimentaire mondial

le Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) fournit une aide alimentaire d'urgence à un million de personnes dans le pays, un mois après le début du conflit en Ukraine. Des camions, des trains et des mini-fourgonnettes livrent mercredi 30 mars 2022 des denrées alimentaires aux personnes les plus vulnérables du pays. D'autres convois sont attendus dans les prochains jours.

À la suite d'une intensification massive des opérations, le PAM a fourni 330.000 baguettes de pain fraîchement cuites aux familles de la ville de Kharkiv, une aide en espèces aux personnes déplacées à Lviv et des aliments prêts à consommer dans diverses régions du pays. Les denrées alimentaires ont également atteint les zones de conflit de Sumy et Kharkiv grâce à deux convois humanitaires inter organisations. « *Nous parlons d'une catastrophe par-dessus une catastrophe* », a déclaré mardi lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, le Directeur exécutif du PAM. « *Nous n'aurions jamais imaginé qu'une telle chose soit possible. Et il ne s'agit pas seulement de décimer l'Ukraine et la région. Cela aura un impact mondial dépassant tout ce que nous avons vu depuis la Seconde Guerre mondiale* ».

EUROPE

ROYAUME-UNI

La cheffe des droits de l'homme de l'ONU, jeudi 17 mars 2022, a appelé le gouvernement et les parlementaires du Royaume-Uni à veiller à ce que le projet de loi sur la nationalité et les frontières en considération ne porte pas atteinte à la protection des droits des réfugiés et migrants. Le projet de loi sur la nationalité et les frontières a été présenté à la Chambre des communes en juillet dernier par la ministre de l'intérieur, afin que le Royaume-Uni puisse « *prendre pleinement contrôle de ses frontières* » et prévenir les abus. Il a ensuite été envoyé à la Chambre des Lords qui a rejeté ses principales dispositions et recommandant des modifications plus conformes aux normes internationales. « *J'exhorte le gouvernement et les députés de la Chambre des communes à agir en fonction de ce signal et à mettre la législation proposée en conformité avec le droit international des droits de l'homme et la Convention de 1951 sur les réfugiés* », « *Si elle n'est pas modifiée, la loi qui en résultera pénalisera les personnes qui entrent au Royaume-Uni par des moyens irréguliers comme s'il s'agissait de criminels, en violation du droit et des normes internationales et séparera les demandeurs d'asile arrivant au Royaume-Uni en deux niveaux, violant le droit de chaque personne à une évaluation individuelle de ses propres besoins de protection* » Le traitement des demandes d'asile dans des pays tiers exposerait « *les demandeurs*

d'asile à des risques réels de transferts forcés, de périodes prolongées d'isolement et de privation de liberté, violant ainsi leurs droits humains et leur dignité ». Les « efforts visant à criminaliser largement ceux qui facilitent la migration irrégulière pourraient punir et dissuader les gens de secourir les migrants en détresse en mer », Ce qui pourrait avoir des « conséquences désastreuses » pour les opérations de sauvetage, et créerait « davantage de pertes de vie tragiques dans la Manche », avec les tentatives de traversée depuis Calais en France.

Nouvelle condamnation dans l'affaire du camion charnier. Un homme de 28 ans a été condamné, le 21 mars, à trois ans et dix mois de prison par la cour de l'Old Bailey, à Londres. Ce ressortissant roumain, qui avait plaidé coupable, était chargé de récupérer en Angleterre les migrants vietnamiens dans sa camionnette. Mais quelques heures après la découverte des 39 corps de vietnamiens le 23 octobre 2019, dans une zone industrielle de l'est de Londres, il avait quitté le Royaume-Uni par le port de Douvres. En juin 2021, il a finalement été arrêté en Italie, près de Milan, puis extradé au Royaume-Uni en septembre dernier. Les vietnamiens morts, étaient originaires d'une région pauvre du centre du Vietnam, où les familles s'endettent pour des milliers de dollars afin d'envoyer l'un des leurs au Royaume-Uni. Pour rejoindre le pays, les candidats à l'exil "vendent tout ce qu'ils ont", "maisons", "terrains", "petites exploitations agricoles", expliquait quelques semaines après le drame le fondateur de l'ONG Alliance Anti Trafic. Pour partir, ces personnes "engendrent aussi une dette, qu'ils pensent rembourser en partant à l'étranger. En 2013, le coût d'un exil pour le Royaume-Uni revenait à 700 millions de dongs, soit 30 000 euros".

UKRAINE

Témoignage du fr. Jarowslav (dominicain), de Kiev : « Nous avons décidé de rester avec les gens. Nous ne pouvions pas les quitter et nous voulons les servir. À Kiev et à Fastiv, nous entendons le bruit des bombes qui explosent et les coups de feu. Non loin de notre couvent de Kiev, des roquettes ont détruit plusieurs bâtiments. Nous aidons principalement les personnes âgées et les familles avec enfants qui ont décidé de rester en ville. Nous fournissons de la nourriture et des médicaments. Nous essayons également d'aider les personnes qui vivaient à la périphérie de Kiev, dans des villes complètement détruites par l'armée russe et occupées par elle. Les gens qui ont fui n'ont pratiquement plus rien. Un autre endroit important pour nous en Ukraine est Fastiv. Nous y animons depuis plusieurs années la Maison St Martin de Porrès. C'est un orphelinat. Depuis le début de la guerre, près de 2 000 personnes avec notre aide ont été évacués depuis le centre St Martin de Porrès. Les mères avec enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, sont partis pour la Pologne. Au retour, les autocars rapportent des vivres à Fastiv. Ainsi, plusieurs centaines de paniers alimentaires sont distribués chaque jour aux habitants démunis. Nous avons aussi une boulangerie, nous pouvons donc partager du pain avec ceux qui en ont besoin. Les troupes russes sont stationnées près de Fastiv, c'est donc une zone dangereuse et de nombreuses personnes ont besoin d'aide. Pendant les premiers jours de la guerre, chaque nuit dans notre maison, notre église et le foyer Saint-Martin, 100 à 200 personnes se sont réfugiées pour dormir. Elles s'étaient échappées de Kiev et d'autres villes. Il y avait aussi un groupe d'orphelins de l'est de l'Ukraine, notamment de Marioupol. Merci pour vos prières, pour les efforts que vous entreprenez pendant le carême. Merci pour l'argent que vous avez donné : grâce à vous, nous aidons ceux qui en ont besoin. Dorénavant, nous restons en Ukraine pendant la guerre.

AFRIQUE

GAMBIE

Les services de l'immigration de la Gambie ont expulsé ce samedi 19 mars 11 Guinéens dont une femme détenus dans leurs prisons. Ils ont été conduits jusqu'à la frontière avec le Sénégal

pour y être abandonnés. Le président de la Communauté guinéenne a été informé, samedi 19 mars 2022 « de l'arrivée d'un convoi de Guinéens en provenance de Banjul pour être expulsé vers la frontière. » Il m'a pas su ce qui leur était reproché. « Les autorités gambiennes ont donné 3000 Dalasi soit 32.500 FCFA à chacun d'entre eux. J'ai appâté deux taxis brousse pour les récupérer à la frontière et les déposer à Vélingara au Sénégal pour qu'ils puissent continuer à Koundara. J'ai suivi le convoi jusqu'à la frontière. Je les ai embarqués pour Vélingara. Nous avons payé au compte du bureau pour chacun 2000 F CFA le transport et 1000 FCFA pour le prix de leurs bagages. A Koundara, chacun cherchera à rejoindre sa ville d'origine ».

MAROC

"La mer a rejeté deux cadavres de candidats à l'immigration clandestine après le chavirement d'une embarcation", a indiqué, dimanche 27 mars 2022, l'agence de presse marocaine MAP,

Les services de sécurité marocains "ont intensifié récemment les opérations de contrôle des tentatives d'immigration irrégulière dans la région". Une intensification qui coïncide avec le réchauffement diplomatique entre Rabat et Madrid, après près d'un an de brouille entre les deux pays autour de la question du Sahara occidental. Plusieurs opérations de police, menées vendredi 25 et samedi 26 mars 2022 dans les provinces de Tarfaya (sud) et Laâyoune, principale ville du Sahara occidental, ont permis de saisir trois embarcations pneumatiques, deux motogodilles et des bidons d'essence. Durant le même week-end a eu lieu l'interpellation, dans le sud du pays, de 236 migrants qui cherchaient à embarquer pour rejoindre l'archipel espagnol des Canaries.

ASIE

Sri Lanka

Le Sri Lanka fait face à la pire crise économique des dernières décennies : après un mois à lutter pour manger, des Sri-lankais ont décidé de fuir. Les premiers réfugiés sont arrivés ce mardi sur les côtes indiennes. Ils accostent en Inde illégalement mardi matin 22 mars 2022, sur des embarcations après une traversée de quelques dizaines de kilomètres seulement entre les deux pays, mais une opération de survie pour eux. Ces Sri-lankais modestes, généralement sans emploi, affirment que les prix du lait et du pain ont triplé, que les bonbonnes de gaz sont difficiles à trouver, et qu'il devenait ainsi compliqué de nourrir leurs enfants. Leur fuite pourrait constituer le début d'un large exode économique : des associations tamoules indiennes estiment que des milliers d'autres Sri-lankais tamouls seraient également prêts à fuir pour échapper à l'inflation et à la disette.

A VOIR – À LIRE - À ÉCOUTER

L'EXIL EN MEDITERRANEE

Documentaire sur la traversée et le sauvetage des migrants en Méditerranée : Jean-Baptiste Renaud et Étienne Huver sont journalistes. Depuis 2019, deux journalistes enquêtent sur la route qui mènent les exilés de la Libye aux côtes européennes, à travers la Méditerranée. À partir de leur travail, ils ont créé une pièce de théâtre "d'actualité", mise en scène par Marie-José Malis, au théâtre de La Commune, à Aubervilliers. En racontant sur scène leurs séjours à bord du Colibri, l'avion de surveillance de l'ONG Pilotes Volontaires, du navire humanitaire Ocean Viking ou en Libye, dans le centre de détention de la ville de Zaouïa, ils décrivent "l'enfer" dans lequel sont pris au piège les exilés.

À voir au théâtre de La Commune, à Aubervilliers, jusqu'au **3 avril 2022**.

<https://www.lacommune-aubervilliers.fr/saison/21-22-piece-dactualite-n17-en-vrai/>

L'EXIL DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS EN FRANCE. De la guerre civile à la mort de Franco de Geneviève Dreyfus-Armand - Éditeur Albin Michel - Date de parution : 04/03/1999
22,30 €

<https://www.france24.com/fr/20190209-france-espagne-80-ans-retirada-refugies-republicains-espagnols-franco-camps>

LUTTONS CONTRE LA DÉSINFORMATION

En ce mois d'élections présidentielles, l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) s'engage contre les fausses informations autour des migrations et de l'accueil. Des informations inexactes, par erreur ou par instrumentalisation, inondent les débats électoraux. L'ANVITA prend le pari de corriger ces erreurs à la lumière de fact-checking des chercheurs et chercheuses et d'expertise d'acteurs de terrain, au premier plan. L'ANVITA est une association d'élus locaux, maires, présidents de métropoles, départements, régions, toutes et tous engagés pour l'accueil inconditionnel des personnes. Ce sont plus de 60 collectivités qui, depuis 2018, échangent des pratiques d'accueil inspirantes et interpellent l'État pour réclamer le respect des droits humains. Voir la vidéo : <https://www.facebook.com/ANVITAFR/videos/545955856746214>

"Soyez humains, sauvez des vies, respectez le droit !" - SOS MEDITERRANEE

Un vidéo est portée par la voix de l'animateur télé Nagui dans cette vidéo pédagogique. SOS MEDITERRANEE l'adresse depuis sa fondation aux États européens pour les placer face à leurs responsabilités devant le drame humanitaire qui a fait plus de 23 000 morts^[1] en Méditerranée depuis 2014. Pour l'association, sauver des vies est une obligation légale.

<https://www.sosmediterranee.fr/journal-de-bord/focus-respectez-le-droit>